

LA LETTRE DU HERISSON

BIMENSUEL N° 16 - 15 JAN 85

sommaire

| | |
|--|------------|
| EDITORIAL | P. 3 |
| CHASSE : QUESTIONNAIRE COLIN | P. 4/5 |
| FAUNE : L'OURS BRUN EN SLOVENIE | P. 5/6 |
| BEAU, SAUVAGE ET STRESSE | P. 6/7 |
| MILIEUX NATURELS : L'AVENIR DES ESPACES NATURELS | P. 7 |
| LA CAMPAGNE DE SAUVEGARDE DES MILIEUX..... | P. 7/8 |
| AGRICULTURE : NOUVELLES DE HAUTE NORMANDIE | P. 9 |
| POLLUTION : LA FFSPN AU "TELEPHONE SONNE" | P. 9/10 |
| RESEAU COMMUNICATION : TOI QUI PARLES A TON NOMBRIL | P. 10/11 |
| PROVOCATION | P. 11/14 |
| INFORMATION RESEAU | P. 14/15 |
| EQUIPEMENT : ALIGNEMENT D'ARBRE EN BORD DE ROUTE | P. 16/19 |
| VIE ASSOCIATIVE : LA FRAPEC COMMUNIQUE | P. 20 |
| PLAN DE SAUVEGARDE DE L'AIGLE BONNELLI | P. 21 |
| TOURISME : OFFICES DE TOURISME | P. 22 |
| EUROPE : INITIATIVES SUR LES DECHETS - COMPOSITION DE LA COMMISSION | P. 22/23 |
| PUBLICATION - STAGES - FORMATION FFSPN | P. 23 à 26 |
| CHRONIQUE DU TEMPS QUI (TRES)PASSE | P. 27 |
| DERNIERE MINUTE | P. 28 |
| DOSSIER | P. 29-30 |



page 4

La lettre du Hérisson est la publication bimensuelle de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature et de l'Office des Nouvelles Internationales.

Directeur de la publication : Y. BENASSI

Rédaction : F.F.S.P.N - 57, rue Cuvier - 75231 PARIS Cédex 05

Impression : OFFICE DES NOUVELLES INTERNATIONALES
8, Villa des Fleurs - 92400 COURBEVOIE

—éditorial—

EN MÊME TEMPS QUE CETTE LETTRE DU HÉRISSON, VOUS RECEVREZ UN NUMÉRO "SPÉCIAL CO-TISATIONS". IL EST, JE PENSE, INUTILE D'INSISTER SUR L'IMPORTANCE DE CE NUMÉRO.

EN CE DÉBUT D'ANNÉE, TROIS ÉVÈNEMENTS APPARAISSENT IMPORTANTS.

LA VAGUE DE FROID QUI A DES CONSÉQUENCES PARFOIS SURPRENANTES SUR OU POUR NOTRE AVIFAUNE DANS L'ALLIER, 300 MOUETTES SONT MORTES, NOMBRE D'ENTRE ELLES AVAIENT ÉTÉ BAGUÉES EN FINLANDE. EN CAMARGUE, COMME DANS BEAUCOUP D'ENDROITS, LES TAXIDERMISTES REMPLISSENT LEURS CONGÉLATEURS. EN LOIRE ATLANTIQUE, PRÈS D'UNE TRENTAINE DE DEMANDES D'AUTORISATION DE BATTUES AUX "NUISIBLES" ONT ÉTÉ DEMANDÉES POUR LE PREMIER WEEK-END DE FERMETURE. LA PROTECTION DE LA FAUNE A ENCORE DU CHEMIN À PARCOURIR.

M. COLIN, "MONSIEUR CHASSE", PRÉSENTE SON QUESTIONNAIRE. IL FAUT NOUS MOBILISER POUR QUE NOS IDÉES PASSENT DANS LES RAPPORTS DES PRÉFETS (PARCE QUE CE SONT EUX QUI RÉDIGERONT) ET SURTOUT, IL NOUS FAUT UN MAXIMUM DE SOLIDARITÉ FACE À LA DIVISION DES CHASSEURS. SI VOUS AVEZ DES IDÉES ORIGINALES, TRANSMETTEZ-LES À LA COMMISSION CHASSE, MAIS IL FAUT QUE NOUS TENIONS UN LANGAGE SIMILAIRE PARTOUT.

LENTEMENT, MAIS SÛREMENT, LE GOUVERNEMENT RECONNAÎT LE PROBLÈME DES PLUIES ACIDES. LA FFSPN A DÉCIDÉ LORS DU CONSEIL DE NOVEMBRE D'EN FAIRE SON THÈME MAJEUR "LES PLUIES ACIDES SONT LE PROBLÈME MAJEUR". L'OPINION PUBLIQUE COMMENCE D'ÊTRE SENSIBILISÉE, MAIS IL FAUT MAINTENANT L'INFORMER. BEAUCOUP D'ENTRE VOUS ONT COMMENCÉ, IL FAUT GÉNÉRALISER. LA FFSPN VOUS AIDERA AU MAXIMUM.

BREF, CE N'EST PAS ENCORE CETTE ANNÉE QUE NOUS POURRONS NOUS REPOSER, MAIS.....

BON COURAGE QUAND MÊME.

J.P. LE DUC
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

chasse

QUESTIONNAIRE COLIN

LE MARDI 15 JANVIER, M. COLIN, DEPUTE CHARGE D'UNE MISSION DE REFLEXION SUR LA CHASSE A PRESENTE A LA PRESSE LE QUESTIONNAIRE QU'IL VA DIFFUSER DANS TOUS LES DEPARTEMENTS.

NOUS N'AVONS EU LE TEMPS QUE D'Y JETER UN OEIL RAPIDE MAIS LA PREMIERE IMPRESSION EST BONNE : LE QUESTIONNAIRE EST SERIEUX ; RESTE A SAVOIR CE QUI VA EN SORTIR. LES PREFETS DOIVENT CONSTITUER DES GROUPES DE TRAVAIL. VEUILLEZ BIEN A ETRE CONVOQUES AUX REUNIONS. LE MIEUX EST DE PRENDRE CONTACT DES MAINTENANT AVEC VOTRE PREFECTURE.

LA COMMISSION "CHASSE" A COMMENCE LORS DE SA REUNION DU 15 DECEMBRE A REDIGER DES PROPOSITIONS DE POSITIONS COMMUNES A TOUTES LES ASSOCIATIONS. ELLES SERONT PUBLIEES DANS LA PROCHAINE LETTRE DU HERISSON. LA REUNION DU 9 FEVRIER PROCHAIN COMPLETERA CETTE REFLEXION.

DANS L'IMMEDIAT, DEUX IDEES IMPORTANTES :

IL FAUT VOUS ASSURER QUE VOUS FAITES PARTIE DES GROUPES DE TRAVAIL.

SI NOUS VOULONS AVOIR UN MINIMUM D'EFFICACITE, NOUS DEVONS AVOIR UN MAXIMUM DE COHERENCE ENTRE ASSOCIATIONS.

J.P. LE DUC

Du mois d'octobre au mois de décembre 1984, Monsieur Colin a procédé à une large consultation auprès des chasseurs, des protecteurs de la nature et des animaux, des représentants des intérêts agricoles et forestiers, des représentants des intérêts économiques et des scientifiques.

A l'issue de ces entretiens, qui lui ont permis de rédiger son questionnaire, un certain nombre de conclusions émergent déjà.

La plus importante est probablement que l'avenir de la faune sauvage et de la chasse se jouera autant sur des comportements que sur des textes, quelle que soit la valeur de ceux-ci.

Le député Colin souhaite que les débats départementaux autour du questionnaire qu'il vient d'adresser à tous les Préfets collent aux réalités du terrain (1). Dans le même temps, il poursuivra ses rencontres informelles, plus spécialement en Province, participera, à la demande des intéressés, à des réunions de travail se rapportant au questionnaire, soit à Paris, soit en Province et ce jusqu'au Colloque National qu'il compte organiser fin juin 1985.

Les vingt questions sur la faune et la chasse qu'il a posées, bien qu'accompagnées de longues annexes, comportent des oublis, mais pas d'a priori.

Il souhaite que le débat soit largement ouvert, ce qui n'empêche pas que les réponses soient précises.

(1) NDLR : d'après la circulaire de Mme BOUCHARDEAU aux préfets :

Des préfets sont chargés d'organiser des groupes de travail sur le questionnaire dans chaque département. Ces groupes de travail devront être composés de :

- représentants des fédérations départementales de chasseurs,
- représentants des associations de protection de la nature,
- représentants des milieux agricoles et forestiers,
- autres usagers de la nature (scientifiques, touristes, chasseurs spécialisés, élus, etc)

Les chefs de services administratifs intéressés seront également associés à ces débats. Le directeur départemental de l'agriculture ou l'un de ses adjoints sera nommé rapporteur du groupe

Les groupes de travail se réuniront à l'initiative du Préfet.

Les présidents de séance auront toute latitude pour ne faire travailler les groupes que sur des questions qui auront paru importantes localement.

Le questionnaire comporte 5 chapitres :

- des espèces sauvages
- de la gestion
- de l'organisation administrative
- du territoire de chasse
- de l'exercice de la chasse

TELEGRAMME

A M. LE DIRECTEUR DE L'ECOLE NATIONALE DES
GARDES-CHASSE, CHATEAU DU BOUCHET, 45 DRY

Au nom de l'ensemble des associations de protection de la nature, la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature présente ses condoléances à la famille du garde et à l'ensemble de la garderie.

Les protecteurs de la nature, conscients du travail remarquable mais dangereux effectué par les gardes de l'Onc, tiennent à s'associer à l'hommage qui est rendu à l'un des leurs.

J.P. LE DUC

Secrétaire général.

important

COMMISSION CHASSE

LA PROCHAINE RÉUNION DE LA COMMISSION CHASSE
AURA LIEU

LE SAMEDI 9 FEVRIER A 10H00
A LA F F S P N
57 RUE CUVIER
MAISON DE CHEVREUL
75005 PARIS

Il est possible que Monsieur COLIN, député participe à cette réunion. Soyons nombreux.

L'OURS BRUN DANS LES LIMITES DE LA ZONE CYNEGETIQUE (TCE) "MEDVED" KOCEVJE^{1/}

SON ESPACE VITAL

L'ours brun est une des espèces européennes en voie d'extinction. A l'Ouest de la ligne Scandinavie-Balkans, il n'existe presque plus, sauf dans quelques régions limitées (Pyrénées, Abruzzes, Trentin, Asturies). L'habitat de l'ours en Slovénie se trouve dans la partie extrême nord-ouest de la Yougoslavie et s'étend sur la chaîne dinarique. L'espace vital permanent de l'ours en Slovénie est le haut-karst (partie sud-ouest de la Slovénie). Le TCE "MEDVED" est situé dans la partie orientale de cette région. (...)

Le territoire du karst est l'espace vital idéal pour l'ours, parce que ses grottes nombreuses servent d'abris hivernaux (tanières). (...)

La faible densité de la population est également un élément très favorable (sur le TCE "MEDVED" vivent moins de vingt personnes au km², en Slovénie quatre vingt cinq personnes au km²). "MEDVED" représente 15% du domaine déterminé par la loi de l'ours en Slovénie.

SON HISTOIRE

La diminution du nombre d'ours ou celle de son espace vital s'est beaucoup accentuée en Europe au 19^{ème} siècle (surtout après la révolution de 1848). Sur la partie sud-ouest du territoire slovène l'ours était devenu si rare déjà au siècle passé, que les grands propriétaires des châteaux de Planina, Snežnik et de Kočevje avaient décidé de protéger dès 1889 les ours qui vivaient sur leurs terres. L'effet de cette protection a diminué après la première guerre mondiale, époque de diminution des grandes propriétés par l'expropriation. En 1935 seulement a été adoptée la première loi défendant la chasse à l'ours sur les territoires des arrondissements de Lopatec, Ljubljana, Kočevje, Novo mesto et Črnomelj. Il restait 20 à 30 ours. Cette protection s'est rapidement avérée positive et on estime qu'après quelques années, une cinquantaine d'ours vivaient sur le terrain protégé. Après la deuxième guerre mondiale et jusqu'en 1966, l'ours était protégé durant toute l'année sur tout le territoire slovène. Il n'était permis de le chasser qu'avec un permis spécial. En 1966, l'ours est devenu un gibier régulier. On lui a assigné un domaine particulier, hors duquel la chasse est autorisée durant toute

"BEAU, SAUVAGE ET STRESSE"

l'année sans restriction en ce qui concerne le nombre. Au-delà des limites de cette aire, l'interdiction de tuer les ours suités est valable pour toute la Slovénie. De même, il est défendu de chasser des ours en battue ; le type d'arme pour la chasse à l'ours est prescrit. Sur le domaine, l'ours est protégé du 1er mai au 30 septembre, c'est à dire pendant cinq mois. La chasse est autorisée en accord avec le plan de gestion de chasse. Le domaine autorisé couvre 280.000 ha, ce qui représente 14% du territoire slovène. Le TCV "MEDVED" en occupe 15%. Il est très difficile d'estimer avec précision le nombre d'animaux, surtout le nombre d'ours en raison de leur mode de vie encore peu connu et aussi à cause de leur espace vital très étendu (quelques milliers d'hectares).

SA SITUATION ACTUELLE

On estime à environ 200 le nombre d'ours vivant en Slovénie, quoique statistiquement on cite un nombre plus important (de 250 à 300). A cause de son espace vital très étendu, on compte un ours pour plusieurs gérants de terrains de chasse. Sur le territoire du terrain de **chasse** "MEDVED" on estime que le nombre se situe entre 40 et 60. Il y a eu une augmentation considérable du nombre d'ours après 1963, lorsqu'on a interdit l'emploi d'ampoules de HCn utilisées pour l'empoisonnement des renards. Sur le TCE "MEDVED", depuis 1955 lorsque le premier ours a été abattu (par le président Tito) jusqu'en 1983, c'est à dire en 29 ans, 241 ours ont été tués, ce qui fait en moyenne 8 ours par an. Sur les dix dernières années, on a tué en moyenne en Slovénie 42 ours par an. Sur le TCE "MEDVED", 10 ours (en moyenne) ont été tués durant la même période (un ours sur 5000 ha), ce qui représente 24% des ours tués en Slovénie. Depuis 1981, la chasse à l'ours se fait selon des critères physiques. Le critère élémentaire et facile à constater dans la nature est le poids (Il est pratiquement impossible d'apprécier d'autres signes dans la nature). Il faut tenir compte de la structure suivante : 50% des ours jusqu'à 100 kg, 25% de 100-150 kg, 25% au-dessus de 150 kg. De cette façon, on essaie de limiter le nombre d'animaux tués, surtout d'ours plus grands et matures.

Source : C. Strumbelj
TCE "MEDVED" Kočevje
Traduction : Institut de Recherches Forestières (Ljubljana) et Centre International de Formation à la Faune et aux Espaces Naturels (Colmar)

Je suis allé voir le dernier film de Frédéric Rossif sur les animaux et je veux dénoncer ici une escroquerie majeure. Au lieu de montrer la beauté de la faune sauvage, Rossif ne nous montre que la souffrance des animaux qu'il dérange en tant que cinéaste, qu'il force à courir sous les hélicoptères jusqu'à épuisement total et à s'entredévorer dans des enclos installés par l'homme.

Cela me surprend beaucoup car les déclarations de Rossif sur le rôle des animaux dans notre équilibre écologique et psychologique détonnaient avec le ronron des intellectuels qui relèguent la faune sauvage au rang de luxe et du gadget. Est-ce que Rossif est conscient du mal qu'il fait en tournant de telles images ? Je n'en sais rien mais le naturaliste et l'amateur de cinéma que je suis, doivent dénoncer le scandale. "Beau et sauvage" a été tourné au détriment des animaux, au risque de leur nuire : scènes en hélicoptères forçant des éléphants terrorisés et qui font le carré, des bisons ou des rennes à courir jusqu'à épuisement, des hérons ou des cormorans à quitter leurs nids. On a filmé la peur panique, la détresse d'êtres fuyant aveuglément. Quelle honte et quel cynisme de faire de l'argent sur une telle mise en scène.

On pourra parler des séquences nombreuses faites en zoo ou en enclos restreints avec des prédateurs (lions, jaguars) et des proies sans défense à consommer devant la caméra pour le plaisir sadique du metteur en scène. Cela devient hallucinant quand un fauve inexpérimenté met des heures à tuer un sanglier qu'il n'a jamais chassé dans la nature, quand deux lions mâles dévorent vivant un de leur congénère de la même prison.

De plus cela frise le ridicule quand le commentaire de Jacques Tremolin (que j'admire beaucoup) se perd dans un baratin inutile et stupide. Ainsi on parle de l'éléphant de mer qui hurle sa solitude face à l'océan alors qu'il se dresse et vocifère (l'océan dans le dos) contre le cinéaste qui vient le perturber sur son lieu de sommeil.

Certes, il y a une séquence de baleines grises éblouissante, quelques piqués de pélicans d'une beauté sans pareille mais cela fait 5 minutes de beauté pure pour un chef d'oeuvre de l'escroquerie. Evidemment le spectateur moyen ne verra pas les pattes liées de la jeune spatule qu'on a jetée à l'eau pour que le crocodile la mange devant la caméra, ni la ficelle qui emprisonne la pintade jetée en pâture au caracal. Personne ne verra les langues qui pendent, les queues redressées d'animaux morts de trouille. Personne ne devinera les enclos dissimulés, les mises en scène qu'on ne trouve jamais dans la vraie nature.

Ce que Rossif a fait c'est ce qu'il ne faut jamais faire en cinéma animalier : préférer la mort de l'animal à son respect, oser toutes les intrusions, déloger les oisillons de leur nid. Au moment où de jeunes cinéastes amateurs comme Laurent Charbonnier démontrent que l'on peut filmer sans déranger, où les festivals du film écologique de Royan, Pléneuf, Val André, Pra Loup, Grenoble tentent d'imposer une éthique, Rossif ose montrer ce que nous reprochions à Walt Disney il y a 20 ans.

NON au cinéma où les vedettes anonymes payent de leur vie notre voyeurisme mercantile. Ne participez pas à ce massacre où les caméras tuent aussi bien que les balles des animaux qui ne courent ni pour le plaisir ni pour la beauté. Il y a des jours où je me demande si nous habitons la même planète qu'eux pour ne pas comprendre cela.

J. F. Noblet
Grenoble,
le 28 décembre 1984.

milieux naturels

L'AVENIR DES ESPACES NATURELS ET LA DECENTRALISATION

La SEPNEB, une nouvelle fois, tient à exprimer une vive inquiétude sur l'avenir des espaces naturels protégés dans le contexte nouveau de la décentralisation. Est-il concevable que leur protection soit soumise à l'incertitude des options politiques locales, départementales ou régionales au rythme des changements des équipes de gestionnaires élus ?

L'exemple récent offert par la municipalité de Crozon nous apporte malheureusement des éléments bien concrets renforçant cette inquiétude.

A huit clos "de manière à ne pas porter prématurément le débat sur la place publique", le conseil municipal décide le déclassement d'une zone ND en zone U et NDa pour permettre la réalisation d'un centre de thalassothérapie. C'était la dernière fenêtre d'espace naturel boisé du littoral urbanisé de Morgat ! Le P.O.S. en avait fait une zone naturelle à protéger en raison de la qualité des paysages, un site sensible, d'ailleurs situé dans la bande littorale de 100 mètres réglementée par la Directive d'Août 1979, mais qu'importe aux nouveaux élus qui ne sont pas responsables de ce P.O.S. ! Des contacts seraient déjà pris avec des financiers (groupe A.C.O.R.) sans d'ailleurs que soit précisée la qualité actuelle des eaux marines, la plage de Morgat étant mise à l'index par la Revue "Que Choisir" en été 1984. Et qu'importe aussi, semble-t-il, à la Direction Départementale de l'Équipement qui a été chargée de l'élaboration du dossier de mise à l'enquête d'Utilité publique. Cette administration n'est-elle pas aussi chargée de faire respecter la Directive nationale d'Aménagement du Littoral d'Août 1979 ?

La grande braderie va-t-elle commencer sur le littoral breton avec les nouveaux pouvoirs attribués aux maires dans le cadre de la décentralisation ? On peut le croire quand on sait que la même municipalité de Crozon refuse tout accord avec le Conservatoire de l'Espace Littoral et autorise le stationnement (pourtant interdit par la loi) de 200 caravanes en site classé ou inscrit.

CAMPAGNE NATIONALE DE SAUVEGARDE DES MILIEUX NATURELS

Dans la Lettre du Hérisson n° 14 (15 décembre 1984 p.12), Daniel Beguin, secrétaire général adjoint de la FFSPN, a lancé un appel aux Présidents d'Associations afin qu'ils préparent et présentent à la FFSPN, dans le cadre de cette campagne, des dossiers d'acquisition de terrain dans leur région ou département.

Pour vous faciliter l'élaboration de ces dossiers, nous publions ci-dessous une fiche type qui comprend toutes les caractéristiques d'un terrain.

Cette fiche-type doit être accompagnée de :

- plan de situation au 1/25000
- extrait du cadastre
- rapport scientifique
- rapport photographique.

Envoyez vos dossiers complets le plus vite possible à :

F.F.S.P.N.
57 rue Cuvier
Maison de Chevreur
75005 Paris

FICHE-TYPE

POUR ACHAT D'UN TERRAIN DANS LE CADRE DE LA CAMPAGNE DE SAUVEGARDE DES MILIEUX NATURELS

NOM DU SITE ENVISAGÉ :

DÉPARTEMENT :

COMMUNES :

LIEU DIT :

PARCELLES CADASTRALES : (AVEC LE NOM DU PROPRIÉTAIRE ACTUEL ET LA SECTION CADASTRALE)

.....
.....
.....

NATURE DU TERRAIN :

PRIX D'ACHAT ENVISAGÉ :

SUPERFICIE TOTALE :

INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE

- FAUNE :

- FLORE :

- PAYSAGE :

- ÉCOSYSTÈME :

GESTION ENVISAGÉE :

AVIS DE L'ASSOCIATION SUR L'INTÉRÊT DU PROJET :

—agriculture—pollution—

NOUVELLES DE HAUTE NORMANDIE

Un colloque a eu lieu le 5 décembre, à la Cité de l'Agriculture à Rouen sur le thème "Le devenir du paysage cauchois".

Il est important de le signaler car, organisé par le Centre de Documentation sur le Milieu Naturel (un organisme pilote/Rouen), il a mis en présence les acteurs de la transformation du paysage : profession agricole, administration, DRAE, CAVE, chercheurs et enseignants pour l'environnement, élus locaux.

Le pays de Caux a perdu une bonne part de son caractère par la disparition de la "cour-masure". Il subit, actuellement, les effets de l'érosion (sur des sols de limon profonds !) en se spécialisant de plus en plus dans la culture; de ce fait, les inondations centenaires sont presque devenues annuelles.

Le colloque a trop peu fait état, par ailleurs, de l'évolution désastreuse des célèbres hêtraies de la région. Mais il a eu pour mérite de rassembler les élus, notamment le Président du Conseil Régional, autour des vrais problèmes de la région, trop peu perçus jusqu'alors.

RAPPEL

Dans l'article "Comment vulgariser notre savoir" paru dans la Lettre du Hérisson n° 12 (15 novembre 1984 p.11-12), Madame Germaine Ricou, responsable du Réseau Agriculture a lancé un appel à tous les membres du Réseau afin qu'ils lui communiquent des documents susceptibles d'être vulgarisés auprès du grand public.

MALHEUREUSEMENT CET APPEL EST RESTÉ SANS AUCUNE RÉPONSE

Est-ce le manque d'idées ou la mauvaise circulation d'informations qui en est responsable ? Madame Germaine Ricou renouvelle son appel et compte, que cette fois-ci, vous allez lui répondre rapidement. Veuillez adresser vos propositions de toute urgence à :

Madame G. Ricou
FFSPN
Maison de Chevreuil
57 rue Cuvier
75231 Paris cedex 05

LA FFSPN AU "TELEPHONE SONNE"

"Téléphone sonne", c'est une émission radiophonique qui a lieu trois fois par semaine, entre 19h20 et 20h00, sur France Inter. Pendant 40 minutes, les auditeurs posent aux personnalités invitées des questions concernant un domaine ou un sujet d'actualité, déterminé à l'avance.

Pour le 13 décembre 1984, le thème retenu a été La Pollution de l'environnement. Madame H. Bouchardeau, M. J.P. Le Duc, secrétaire général de la FFSPN et M. B. Lalonde des Amis de la Terre ont été invités pour répondre aux questions des auditeurs.

55 appels ont été enregistrés pendant l'émission, mais trois seulement ont pu passer à l'antenne.

D'après les fiches que nous avons récupérées après l'émission, il résulte que la majeure partie des questions était liée à l'actualité (la catastrophe de Bhopal, les conteneurs d'isocyanate de méthyle au port de Fos-sur-Mer, les fûts toxiques de Saint-Quentin). Elles concernaient en particulier :

- la production, le transport, le stockage et l'élimination des déchets dangereux tant chimiques que radioactifs (40).
- le rôle du Ministère de l'Environnement (5).
- la pollution atmosphérique (pluies acides, essence sans plomb) (4).
- la pollution d'origine agricole (air, eau, aliments) (4).
- la sauvegarde des Marais de l'Ouest (1).
- les problèmes de l'urbanisme (1).

Profil de l'auditeur d'après les fiches

| | |
|------------------------|----|
| <u>Tranche d'âge :</u> | |
| moins de 20 ans | 1 |
| 20-40 ans | 29 |
| 40-60 ans | 19 |
| plus de 60 ans | 6 |

| | |
|---|----|
| <u>Profession</u> | |
| Étudiants | 3 |
| Artisans, commerçants | 2 |
| Universitaires | 4 |
| Professions libérales | 8 |
| Cadres supérieurs | 2 |
| Cadres moyens | 18 |
| Employés | 8 |
| Inactifs | 10 |
| dont trois personnes engagées dans le mouvement de protection de l'environnement. | |

| | |
|----------------------|----|
| <u>Département</u> | |
| Paris, Île de France | 15 |
| Rhône | 3 |

| | |
|-------------------|----|
| Charente Maritime | 3 |
| Alpes Maritimes | 3 |
| Hérault | 3 |
| Finistère | 2 |
| Loire Atlantique | 2 |
| Haute Garonne | 2 |
| Indre | 2 |
| Autres | 18 |
| Suisse (Bâle) | 2 |

réseau -communication-

TOI QUI PARLES A TON NOMBRIL...

Toi qui parles à ton nombril, si tu veux qu'on t'écoute, tu ferais mieux de parler à ceux qui ont des oreilles. Nous devrions tirer profit de telles évidences et convenir que trop souvent, les militants que nous sommes parlent à leur nombril ; si nous voulons passer du monologue au dialogue, il faut d'abord identifier nos interlocuteurs désirés, avant de leur démontrer que les problèmes qui nous concernent, nous mobilisent, les concernent tout autant et devraient les mobiliser aussi. Alors après vous avoir suggéré de faire connaissance avec les médias et les journalistes grâce auxquels ils fonctionnent (voir numéros précédents de La Lettre du Hérisson), je vous propose un bref coup de sonde dans le public ou plutôt "les" publics dont la mosaïque constitue ce "grand public" dont la FFSPN rêve d'attirer l'attention, si j'ai bien compris les espoirs de ses responsables, conscients de la longue marche à parcourir.

Avant d'atteindre un objectif aussi total, il est indispensable d'en explorer les facettes et les tranches fort diverses, chacun des nombreux media que nous sommes susceptibles de solliciter, correspondant à l'un ou plusieurs des "publics" possibles. Ce qui permet de mieux enfoncer certaines portes mal ouvertes : on ne doit pas s'adresser à un public déjà convaincu (presse écologiste) comme à un public non convaincu ou non informé (presse à gros tirages, radios ou télé). Et même le public convaincu d'avance peut être abordé différemment si l'on

veut simplement l'informer mieux ou bien le mobiliser pour participer à une action : manifestation ou signature de pétition. On ne s'adresse pas au public restreint d'une revue, habitué à une certaine musique de chambre de l'information, comme à un énorme public déjà soumis aux grands orchestres des gros titres, avec cuivres et tambours. On ne s'adresse pas aux lecteurs d'un mensuel qui prennent le temps de réfléchir comme à ceux d'un quotidien dont ils survolent les titres avant de choisir éventuellement, la lecture d'un article ou deux. On ne s'adresse pas aux abonnés d'une publication scientifique comme aux "fans" d'un journal pour enfants.

Cela ne signifie pas qu'il est impossible de proposer à tous un même sujet à condition de le traiter différemment. Preuve de cette diversité d'expression au service d'une préoccupation commune, l'écologie : la présence au coude à coude, sous la bannière des JNE (association des Journalistes-écrivains pour la nature et l'écologie), de confrères du "Monde" ou de "l'Express", mais aussi de "Rustica" ou du "Journal de Mickey" qui, par ailleurs, offre un prix chaque année, aux RIENA, le Festival du film d'environnement et de nature de Royan. Parenthèse : avant de prendre contact avec tel ou tel média, cherchez donc à savoir si sa rédaction ne comprend pas un ou plusieurs membres des JNE. Nous sommes environ 250 pas trop mal répartis sur l'hexagone bien qu'en majorité immigrés en région parisienne. L'interlocuteur sympathisant que vous trouverez peut-être fera ce qu'il pourra (ne lui demandez pas la Lune !). Il vous indiquera au moins de quel type de public vit son journal ou sa station et vous confirmera sans doute qu'il vaut mieux ne jamais dire un mot, ne jamais écrire une ligne sans connaître le plus exactement possible, le public qu'on veut atteindre et sans être préoccupé en permanence de la nécessité de bien viser cette cible. Bon exercice pour s'écarter de l'écriture considérée comme un plaisir solitaire et du discours adressé à ... son propre nombril, pardonnez la répétition.

Puisqu'il est convenu que ces chroniques s'alimentent à mes souvenirs professionnels, pourquoi ne pas avouer que mon éditorial de deux ou trois minutes diffusé par RTL sous le titre "La qualité de la vie" était au besoin, réécrit deux, trois, quatre fois pour changer tel mot contre un autre plus généralement compris, pour simplifier telle formule ambiguë, etc... Bref, pour que chaque auditeur (autant que possible, sur plus d'un million !) comprenne tout de suite ce que je voulais dire. Ce qui -pour reprendre le leit-motiv de ces chroniques- n'implique aucune complaisance mais un souci d'efficacité : le souci de faire passer le message non dénaturé mais "vulgarisé", au meilleur sens du mot. Ce qui doit prendre en compte non seulement les divers

types de publics mais les circonstances de transmission du message : l'heure, le jour, la saison, le temps qu'il fait ou qu'il fera, le reste de l'actualité, etc... On ne s'adresse pas à un même interlocuteur de la même façon dans un transistor à 6h00 du matin et dans un journal du soir, abondant, lu tranquillement avant d'îner. La forme du message peut être adaptée selon qu'il est diffusé en pleine semaine-métro-boulot-dodo ou pendant le repos du sacro-saint week-end, en pleine canicule ou pendant la vague de froid sibérien qui fait baisser le thermomètre, monter les prix et trépasser les vieux, les clochards ou les mal-nourris. Importance plus encore, de l'actualité ambiante : un interlocuteur traumatisé par la nouvelle des crimes "chimiques" de la multinationale "Union Carbide", ne lira pas, n'écouterà pas ou rejettera avec indignation telle information sur l'aide que nous devons en hiver, aux oiseaux de nos jardins. Que la LPO me pardonne.

A propos !... Ces considérations psychosociologiques s'accompagnent de mille recettes pour être mieux compris. L'une des plus évidentes : bannir les sigles, ces bouchons de la circulation des informations (à moins que leur citation soit nécessaire et traduite en clair, entre parenthèses). On les dirait inventés tout exprès pour se comprendre entre initiés, à l'exclusion des autres. Lecteurs et auditeurs vont désertier si vous leur dites que "le" DRAE a demandé à la DPN de créer un OPIE dans tel PNR". Ne riez pas ! On a lu pire. Et si vous riez quand même, je vais citer notre chère FFSPN, autre sigle, imprononçable celui-là, qui mériterait un instant de réflexion en cette année décrétée "communicante".

Dernière évidence, comment pourrions-nous bien communiquer avec les autres, en va-et-vient, sans d'abord communiquer entre nous ? Parlant de va-et-vient, la parution de cette quatrième chronique qui doit être suivie de sept ou huit autres d'ici à notre assemblée générale de Grenoble, m'amène à me demander, à vous demander qui les lit ? Les approuve ? Les désapprouve ? Sont-elles utiles ? A qui ? A quoi ? Peut-on parler de communication lorsque la circulation de l'information se fait à sens unique, en direction d'un public massif ? C'est bien votre avis ?

Jean Carlier

Prochaine chronique :
ECRIRE A L'ENCRE "VERTE"

PROVOCATION

Les chroniques de Jean Carlier m'incitent à me mêler au débat sur la communication qui, paraît-il, bat son plein parmi les membres de la FFSPN dont je suis. Cela tombe bien, car question écologie, j'ai sérieusement envie de racrocher. Avec une pancarte sur mon bureau, fermé pour cause d'inventaire.

Cela fait quinze ans que je consacre une part de mon activité de journaliste professionnel à défendre et à illustrer les idées, les thèses, les inquiétudes et les informations des protecteurs de la nature et des écologistes. Quinze ans passés à chercher dans un monceau de galimatias et de jérémiades les informations dont j'ai besoin pour faire mon métier honnêtement. Je regrette de le dire mais j'ai rarement trouvé de bonnes informations dans vos communiqués, vos dossiers et vos conférences de presse.

S'agissant de nature et d'écologie, les rédacteurs en chefs ne sont pas toujours faciles à vivre ; mais vous, les membres et les responsables d'associations, vous êtes encore pires : vous êtes emmerdants, filandreux, incompréhensibles, jargonnesques comme les technocrates dont vous vous moquez. Et neuf fois sur dix -je suis en période d'indulgence, c'est Noël- vous enfoncez des portes ouvertes en les confondant avec des coffres-forts.

Les associations de protection de la nature ne sont hélas que bien rarement des sources fiables et utiles. Ce qui m'intéresse, moi, journaliste sommé d'intéresser ses lecteurs, ce n'est pas vos états d'âme, vos opinions sur des faits, mais les faits eux mêmes. Ce sont eux qui peuvent prouver que vous avez (que nous avons...) raison ; pas votre sempiternelle "indignation", votre "stupéfaction" ou votre deux mille huit cent quatre-vingt dix-septième "cri d'alarme" qui ne fait plus envoler le moindre corbeau. Et puis d'abord, qui êtes-vous ? Qui représentez-vous ? Combien êtes-vous derrière votre communiqué de "protestation" ? Combien étiez-vous à votre dernière assemblée générale dans votre région, dans votre département ?

J'exagère ?

Qui a fourni à la presse de bonnes informations sur les centrales nucléaires, des vraies ? Les syndicalistes, courageux, à plusieurs reprises. Qui a fourni des données chiffrées fiables, des histoires, des faits sur la forêt ? D'autres syndicalistes. Qui a alerté l'opinion publique sur la Littorale de Béziers en 1977 ? Encore des syndicalistes et des militants d'un parti. Qui a fourni des chiffres sur les nitrates ? Des scientifiques et des fonctionnaires, inquiets des pollutions dénoncées mais jamais prouvées ! Etc.



COMMUNIQUÉ FILANDREUX D'UNE ASSOCIATION DE PROTECTION DE LA NATURE
DONT NE PEUT SE DÉPÊTRER UN JOURNALISTE POUR LA NATURE ET L'ÉCOLOGIE...

A l'origine de la plupart des affaires que j'ai traitées depuis quinze ans, je ne trouve pas les associations. Sauf quelques groupes d'écologistes aujourd'hui en perdition, eux aussi. Sauf Greenpeace, peut-être, qui sait depuis longtemps ce qu'information veut dire. L'affaire du Montlouis, prenez-en de la graine : ils se sont informés, ont vérifié et nous ont alertés. Ensuite, ils ont commenté, ensuite seulement. Et ils ont été assez sages pour savoir quand s'arrêter et dire que le problème était réglé alors que les ouvriers de la onzième heure se faisaient plaisir avec des communiqués vengeurs et dépassés.

Il ne suffit pas de pleurer sur les tourterelles : quelle association a été capable de chiffrer économiquement ce que représente cette chasse, de dire à un journaliste combien d'élus de tous bords grimpaient sur les pylônes, combien de propriétaires gagnaient leur vie avec des tourterelles ? On ne vous demande pas de faire tout le boulot mais de nous indiquer d'autres pistes que celles de vos commentaires sur les méandres migratoires de ces tourterelles. Ça n'intéresse que vous, comme bien souvent.

Un dernier exemple, vécu : dans quelques semaines (1) notre association organise un colloque sur les réserves naturelles à l'université de Paris VII. Je reçois des lettres et des coups de téléphone de gens proposant de venir dire ce qu'ils "pensent" des réserves. Or ce que nous voulons, pour nous, pour les journalistes qui seront présents, c'est savoir ce qui se passe, en bien ou en mal, dans ces réserves. Nous voulons savoir comment elles vivent, nous voulons des histoires. C'est avec cela qu'on fait un journal ! Après avoir entendu les histoires, les récits, les expériences, nous pourrions penser et réfléchir et voir ce qui peut se faire d'autre éventuellement. Mais d'abord l'information, la matière de base, celle dont vous, qui êtes des lecteurs, vous avez besoin pour vous faire votre idée. Avant de lire un communiqué politique sur le niveau de vie vous avez besoin de savoir de combien les prix ont augmenté. La règle vaut pour la nature.

Je suis un peu dur et injuste ? Possible, mais j'en ai vraiment marre de mettre vos papiers à la poubelle. Encore un exemple : quelle est

l'association de zozos qui nous a envoyé récemment un papier sur le pétrole dans la région parisienne ? C'était peut-être intéressant mais c'était tellement incompréhensible, mal écrit, que nous l'avons tous jeté, à la fois furieux et désolés. Et nous avons tous omis de noter qui nous avait expédié ce charabia !

En fait, le problème n'est pas de savoir communiquer mais d'avoir quelque chose à faire

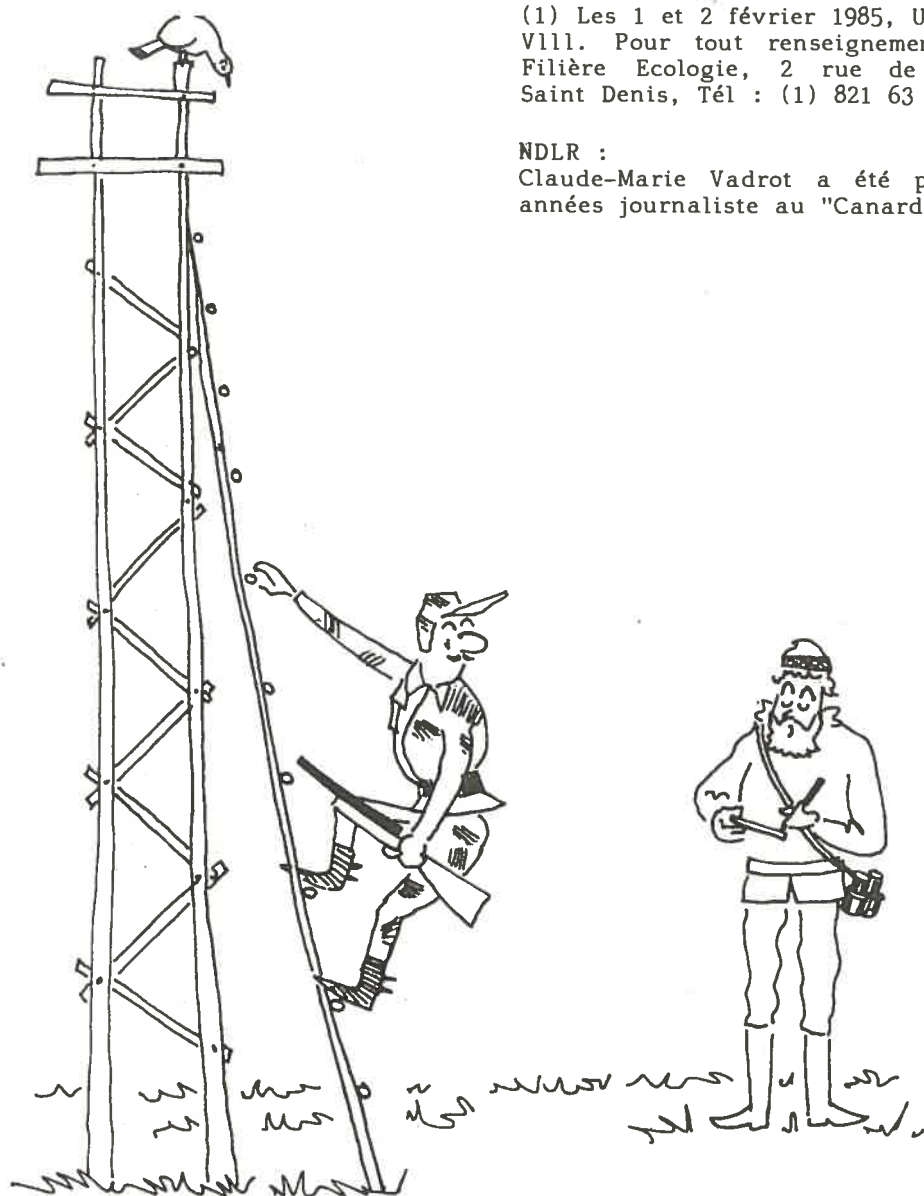
dire. Ce qui n'est pas toujours évident. Inspirez-vous, dans ce domaine, des efforts réussis de votre Fédération nationale qui a compris depuis deux ou trois ans que nous devons moudre des faits avant de répercuter des idées.

Rendez vous à Grenoble.

C. M. Vadrot
Secrétaire général de l'Association
des Journalistes écrivains pour la
Nature et l'écologie.

(1) Les 1 et 2 février 1985, Université de Paris VIII. Pour tout renseignement : Daniel Edel, Filière Ecologie, 2 rue de la Liberté, 93526 Saint Denis, Tél : (1) 821 63 64 poste 12 93.

NDLR :
Claude-Marie Vadrot a été pendant de longues années journaliste au "Canard Enchaîné".



CE QUE DOIT SAVOIR UN BON PROTECTEUR DE LA NATURE SELON UN JOURNALISTE POUR
LA NATURE ET L'ÉCOLOGIE :



- n° de sécurité sociale du "charmeur" de tourterelles
- est-il abonné au gaz et à l'électricité
- quel est le montant de ses impôts l'année précédente
- est-il inscrit au RPR, au PSU, au MRG, au PC, à l'UDF, chez les non-inscrits, chez les Verts, au PFN, etc...
- est-il élu local, régional, national, international
- est-il locataire, sous locataire de son pylone combien le paye-t-il (par CCP, par chèque bancaire, carte bleue, en liquide - billets ou pièces), quel est le montant du dessous-de-pylone
- est-il propriétaire ? si oui prête-t-il son pylone, le loue-t-il ? Combien rapporte-t-il officiellement, officieusement, etc...
- etc...



Tous les articles que vous trouverez dans cette rubrique sont publiés sous la seule responsabilité du Réseau.



L'IMAGE DE MARQUE DES PROTECTEURS DE LA NATURE

Voici la conclusion d'une personne venant d'assister à un débat opposant des écologistes à des industriels de la forêt :

"Ce débat m'a mis une image en tête : celle de l'écologiste bavard bravant le pauvre industriel geignant au dessus duquel se profile l'épée de Damoclès de l'Etat".

Bavard ! Vous avez dit bavard ?

Lorsque la Municipalité de Besançon a décidé de lancer une campagne de promotion de la ville afin d'attirer des industriels et autres commerçants, elle a choisi de s'adresser à une grande agence de publicité. Après une rapide étude, cette agence propose une analyse du fonctionnement et du comportement des personnels municipaux.

Lorsque la FFSPN a décidé d'être plus efficace dans la transmission de son message, elle choisit de s'adresser à un réseau interne...
... histoire sans parole ???

Vous le saurez en lisant la prochaine Lettre du Hérisson.

COMPTE-RENDU

DE LA TROISIEME REUNION PLENIERE DU RESEAU (LANGUIMBERG, LES 10 ET 11 NOVEMBRE 1984)

La troisième réunion plénière du réseau "COMMUNICATION ET NATURE" s'est tenue au "relais des étangs", à Languimberg, les 10 et 11 novembre 1984. Une trentaine de personnes ont participé aux échanges de vue tout au long de ce week-end.

Le samedi après-midi a été consacré d'abord à faire le point sur l'état d'avancement des travaux réalisés au sein des groupes de réflexion constitués à Saint Bonnet de Tronçais. Un constat s'est assez vite imposé : plusieurs groupes de travail n'ont pu fonctionner normalement, faute d'un nombre adéquat de participants. Il est bien difficile à un responsable de thème de travailler seul, ou presque. Les idées n'ont pas manqué, mais les réalisations concrètes sont bien difficiles à mettre en place. Certaines idées sont ainsi restées sans suite...

Groupe "Publicité" : des idées, mais rien de fait de façon collective. Groupe "Marketing" : proposition d'un sondage sur l'image de marque de la FFSPN et des associations de protection de la nature ; problème du budget. Groupe "Media" : nombreux contacts pris ; proposition d'une chronique dans la Lettre du Hérisson, traitant des bonnes façons pour contacter et utiliser les media ; proposition d'une campagne de presse sur la scolarisation mal faite en France pour l'éveil des jeunes à la nature ; projet d'une réunion de rédacteurs en chef pour leur expliquer nos idées et essayer de voir ensemble s'il ne serait pas possible de travailler plus la main dans la main. Groupe "Mouvements de jeunes" : l'animateur est resté bien seul... Le problème d'une mauvaise circulation de l'information est posé. Groupe "Education Nationale" : des projets ont été structurés depuis la deuxième réunion plénière du réseau (Saint Bonnet de Tronçais) ; il a été constaté que l'association "école et nature" qui existe déjà et se réunit une fois l'an en rencontre nationale, fait un peu double-emploi avec notre groupe de réflexion. Il est remarqué que les classes de découverte du primaire pourraient être un lieu privilégié d'intervention. Groupe "Motivation" : sa fusion avec les groupes Publicité et Marketing est suggérée.

Suite à ces échanges et à ces constats, il est décidé de restreindre les groupes de travail à deux commissions : une commission "information" regroupant media + publicité + marketing, et une commission "formation" traitant de l'éduca-

tion et des formations à tous les niveaux.

Les publications finales du réseau sont encore mal perçues. Le livre presque traditionnel maintenant ne recueille pas tous les suffrages, et il est envisagé d'essayer de "sortir" autre chose, à titre d'exemples de communication : montage audio-visuel, autocollants, affiches, mini-guide pratique de la communication...

Plus tard dans l'après-midi ont fonctionné deux groupes de travail, correspondant aux commissions "information" et "formation". Il en est ressorti beaucoup de petites idées qu'il est impossible de reprendre en détail dans ce court résumé.

Des précisions ont été données en soirée sur l'AG de Grenoble, et un montage audio-visuel sur

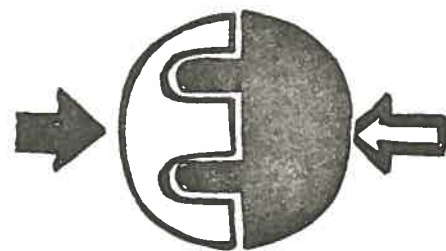
l'effet des pluies acides sur les forêts vosgiennes a été présenté. Un film sur les menaces qui pèsent sur les étangs lorrains terminait la veillée.

Le dimanche matin, les MEDIA étaient à l'honneur, avec un approfondissement des communications parallèles et divers projets. Ce fut ensuite un débat sur le thème "Comment CREER UN EVENEMENT en écologie" qui précédait le repas final. Pour ceux qui le pouvaient, une sortie dans la forêt vosgienne atteinte par les pluies acides terminait la journée... avec les journalistes.

En conclusion, il y a eu incontestablement du travail de fait, travail de réflexion et de propositions, mais dans plusieurs domaines, il faut entreprendre les réalisations pratiques.



QUEL LOGO POUR LE RESEAU ?



DONNEZ VOTRE AVIS ET FAITES VOS SUGGESTIONS.

MERCI D'AVANCE.

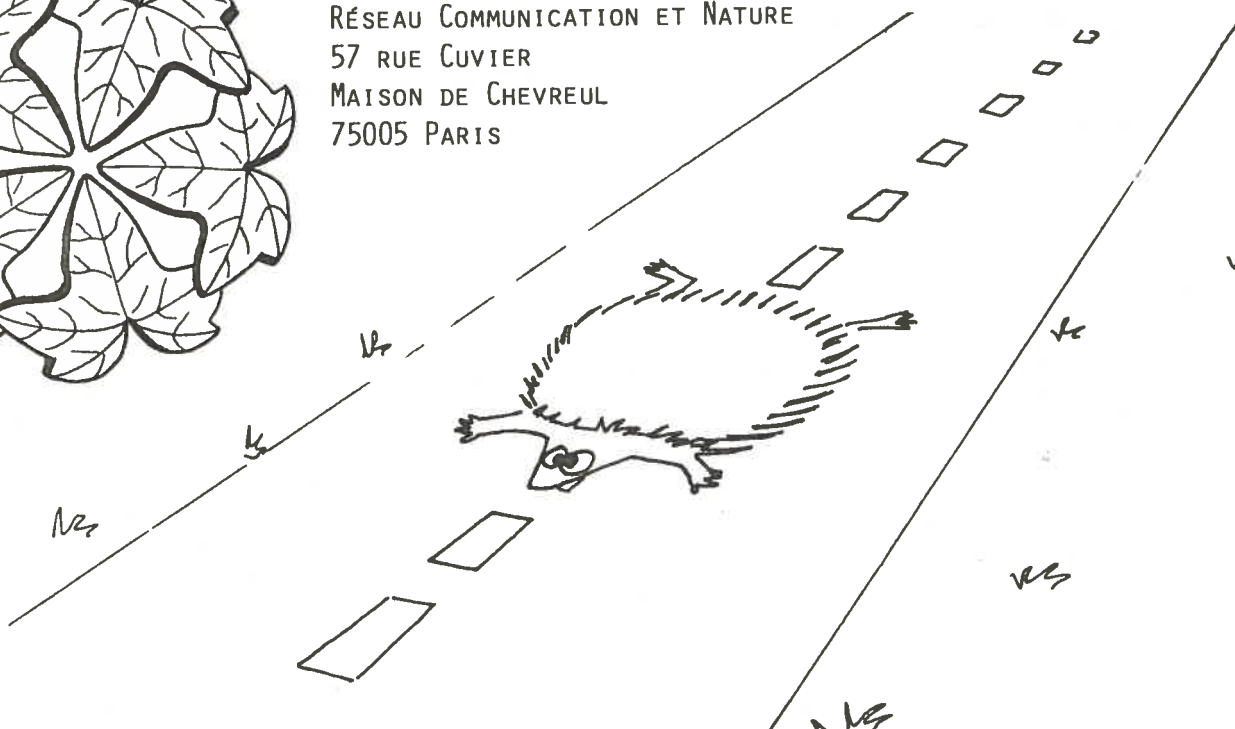
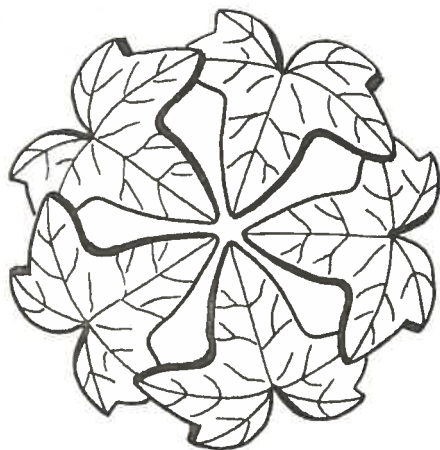
ECRIRE À :

RÉSEAU COMMUNICATION ET NATURE

57 RUE CUVIER

MAISON DE CHEVREUL

75005 PARIS



MISE A PLAT DE NOS PROBLÈMES

équipement

ACTIONS

ALIGNEMENT D'ARBRE, en bordure de routes

Une action interministérielle est actuellement en cours pour une "RELANCÉ DE LA POLITIQUE DE GESTION DES ARBRES D'ALIGNEMENT LE LONG DES ROUTES"; le sens et les étapes de cette action sont exposés dans un "texte d'intention".

Dans le cadre de cette action, un Groupe de travail "Sécurité de la route et plantations" a fait des propositions exposées dans un rapport de juillet 1984; ces propositions ont servi de base à des directives concernant les plantations des routes nationales, édictées dans une circulaire N°84-81, du Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, en date du 28 novembre 1984.

Auparavant, un "Groupe de travail élargi" ayant à connaître des mêmes questions avait été créé par décision du Conseil Général des Ponts et Chaussées, en date du 27 septembre 1984.

Ni UMINATE, ni le DRAE de Midi-Pyrénées n'avaient été informés de cette action interministérielle, et n'avaient reçu les documents ci-dessus mentionnés. Cependant, le 12 novembre dernier, Mr NIQUEUX a été nommé membre du Groupe de travail élargi au titre de l'association "les Amis de la Terre - Toulouse Écologie", qui adhère à UMINATE; il est le seul représentant des associations d'environnement, au sein du Groupe de travail.

Or, il importe que toutes les associations d'environnement soient tenues au courant de l'action interministérielle en cours, et participent à la défense du patrimoine paysager que représentent les routes plantées.

Vous pourrez ainsi informer vos associations adhérentes et leur faire savoir qu'elles pourront, dans un premier temps, envoyer à UMINATE, leurs observations et propositions concernant le problème "arbres d'alignement et sécurité routière". Après s'être réuni une première fois le 7 décembre dernier, le Groupe de travail élargi se réunira le 8 février 1985, à Paris; Mr NIQUEUX pourra alors lui transmettre toutes les communications parvenues à UMINATE d'ici au 31 janvier.

Si le DRAE de votre région n'a pas été informé, il importerait naturellement qu'il soit mis au courant par vos soins, pour pouvoir éventuellement soutenir et coordonner, sur le plan régional, les actions de vos associations, dans le domaine de la protection du paysage routier.

Nous adressons à la FESPN où vous pourrez les demander:

- le texte d'intention
- éléments de statistiques concernant les accidents contre arbre en 1983,
- mesures prescrites ou envisagées,
- mission du groupe de travail,
- texte "l'ompidou, ami des arbres", extrait du Livre Blanc.



bibliographie

Les deux dossiers qu'il vous serait utile de posséder sont les suivants :

- . Rapport du Groupe de travail "Sécurité de la route et plantations" (juillet 1984)
 - . Livre Blanc : "ces arbres qu'on aligne..." (juillet 1984)
- le premier de ces dossiers concerne surtout les R.N., le second, plus objectif et plus détaillé, concerne essentiellement les C.D.

Adresse: Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports - Direction des routes.
244, boulevard St Germain - 75775 PARIS cedex 16
Tel : 544.39.93.

Président du Groupe de travail élargi : G. REVERDY
Ingénieur Général des Ponts et Chaussées
109, avenue Salvador ALLIENDÉ
B.P. 48 - 69672 - BIRON
Tel: (7) 826.45.19.

REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL...

VOUS, POUVEZ Y CONTRIBUER - COMMENT ?

Le groupe de travail élargi sur le thème "Sécurité et arbres d'alignement", dont la fiche "ACTIONS" du 28 novembre dernier vous avait annoncé la création, s'est réuni le 7 décembre à Paris. Auparavant, et sans consultation des associations d'environnement ou des usagers de la route, le Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports avait publié le 28 novembre une circulaire N° 84-81 édictant des règles applicables, immédiatement ou à terme selon le cas; aux plantations bordant les routes nationales (Cf. Annexe 3; texte intégral à votre disposition à l'UMINATE).

Le tour de table effectué à la réunion du 7 décembre a permis de constater que le paysage routier caractérisé par les alignements d'arbres de haut jet n'avait pas seulement ses défenseurs dans les services relevant du Ministère de l'Environnement, mais souvent aussi dans les services des Eaux et Forêts, des Ponts et Chaussées, des Monuments historiques, et même parfois de l'Equipement lui-même.

Mais c'est seulement grâce à des politiques mises au point localement, grâce à une action concrète des Associations que les directives nationales en matière de sécurité routière pourront être appliquées intelligemment, c'est-à-dire sans que de savants calculs de technocrates et de bureaucrates effectués dans l'abstrait aboutissent à sacrifier comme des boucs émissaires des plantations d'arbres qui peuvent, certes, aggraver les conséquences des "sorties de chaussée", mais ne sont nullement responsables des causes reconnues de celles-ci, c.-à-d. des "comportements suicidaires" de chauffards qui mettent aussi en danger la vie des autres usagers de la route.

Dans ces conditions, et d'ailleurs en réponse à l'appel contenu dans la décision créant le Groupe de travail élargi, il est donc essentiel que les associations agissent sans retard. La prochaine réunion du Groupe, à laquelle participera Jean NIQUEUX, devant avoir lieu à Paris le 8 février, vous voudrez bien, dans un premier temps, adresser avant le 31 janvier à l'UMINATE vos observations, suggestions, comptes rendus, soit pour communication orale au cours de la réunion, soit sous forme de textes (motions, pétitions, inventaires de plantations, etc.) à remettre au Président du Groupe en vue du rapport qui sera élaboré par la suite au nom du Groupe. Vos remarques et propositions seront également transmises au Groupe de travail régional que vient de constituer le D.R.A.E., M. MONFERRAND, pour traiter de ces questions de "paysage routier".

des actions possibles

Votre réflexion et votre action pourraient porter sur les domaines suivants:

- prendre position sur le problème "arbres d'alignement et sécurité";
- sensibiliser le public, par tous les moyens dont vous disposez, à l'importance des plantations routières pour la "qualité de la vie";
- intervenir auprès des décideurs et des élus en faveur des plantations, en particulier au bord des routes départementales et chemins vicinaux, dont la gestion dépend des autorités et assemblées locales: Préfet, Conseil général, maires, subdivisionnaires de l'Equipement (les plus difficiles à convaincre!).

- procéder à un inventaire des plantations les plus remarquables à protéger en priorité. Noter également les sections de routes (départementales surtout) dépourvues d'arbres, mais dont les accotements permettraient des plantations.

- veiller à ce qu'aucun abattage d'arbres ne soit effectué sans consultation de la Commission des sites;

- s'élever contre les élagages qualifiés de "barbares" dans une plaquette éditée en 1982 par le Ministère de l'Environnement, élagages qui ne sont justifiés par aucune raison de sécurité (les arbres de plein vent en bonne santé ne sont pas dangereux, il suffit d'éliminer éventuellement les branches mortes), qui défigurent les routes pendant des années et coûtent très cher.

N.B. Dans tous ces domaines, l'UMINATE ne peut intervenir en tant que telle, mais seulement coordonner les contributions des associations et leur apporter son soutien. Nous comptons donc recevoir d'ici au 31 janvier vos premières réactions et propositions.

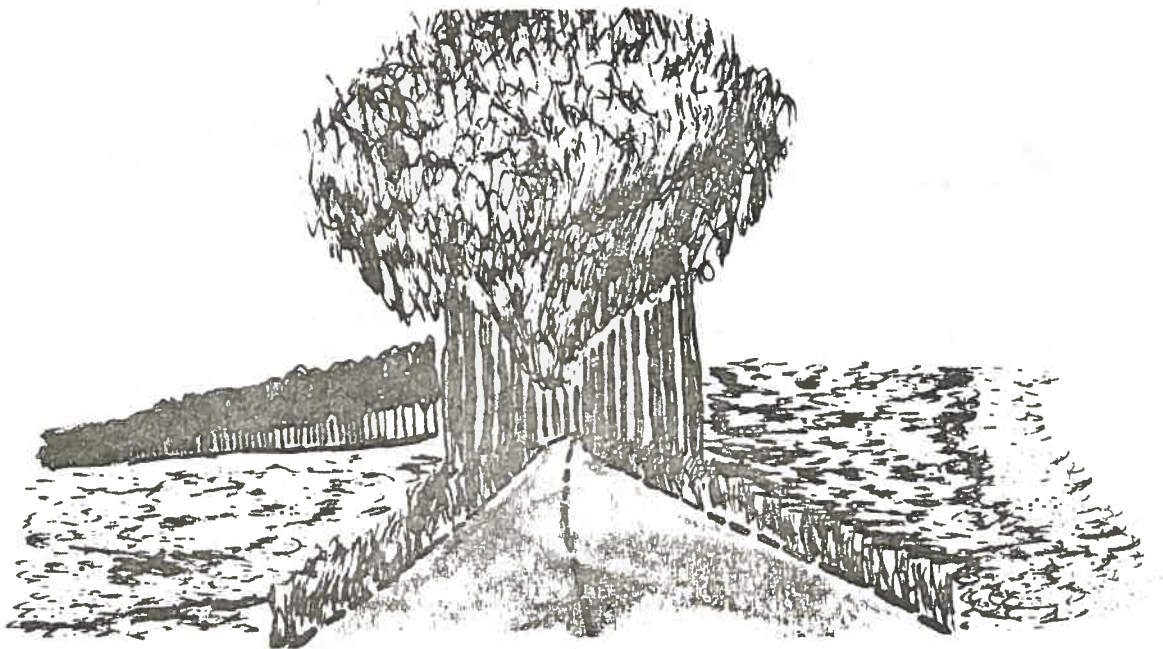
DANS VOTRE COURRIER...

QUELS ARGUMENTS FAIRE VALOIR.

Lettres aux députés, conseillers généraux (et, en temps opportun , aux candidats), aux maires...

La rédaction variera évidemment selon les fonctions du destinataire et ce que l'on peut savoir de sa personnalité et de ses motivations "écologiques" ou autres...mais, d'une façon générale, les points à souligner et les arguments à avancer pourraient sans doute être à peu près les suivants:

- Dégradation continuelle de nos paysages routiers (arbres d'alignement), élément important d'un précieux patrimoine régional: élagages injustifiables, condamnés comme "barbares" par le Ministère de l'Environnement; abattages de plantations routières pour élargissement des chaussées, etc.



- Risque d'aggravation de ces destructions par une action inter-ministérielle en cours: circulaire N° 84-81 du Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports en date du 28 novembre 84: supprimer plantations trop proches du bord de la chaussée pour diminuer la gravité des accidents par "sortie de chaussée".

- Incohérence de cette démarche, les statistiques établissant que les causes des "pertes de contrôle" entraînant choc contre un arbre sont dans la grande majorité des cas (jusqu'à 77% des cas chez les jeunes conducteurs) un excès de vitesse, ou l'alcoolémie (9% des cas).

- Il serait donc logique de commencer par lutter contre ces causes. Le coût financier d'une surveillance plus stricte des routes, y compris et surtout aux heures les plus dangereuses (nuits des samedis et dimanches) serait bien inférieur au coût social (humain et financier) des accidents survenant dans ces conditions. Supprimer les arbres ne mettrait fin ni au "comportement suicidaire" de trop de conducteurs, ni aux dangers qu'ils font courir aux usagers corrects de la route.

- M. Paul QUILES a annoncé le 28 septembre la création prochaine d'un Conseil national de la Sécurité routière, qui devrait comprendre des membres du gouvernement, des élus et des représentants des associations d'usagers de la route et d'environnement. Parlementaires, élus départementaux et locaux auront, dans le cadre de la décentralisation, un rôle capital à jouer dans cet organisme.

- En attendant les mesures que prendra ce Conseil, les arbres ne devraient pas être sacrifiés comme des boucs émissaires. Seules des politiques régionales et locales, élaborées en concertation avec la population concernée et les associations, pourraient permettre d'appliquer intelligemment les directives gouvernementales en matière de sécurité routière, sans porter atteinte de manière inconsidérée aux arbres qui font l'agrément et la beauté de nos routes et jouent en outre un rôle anti-pollution non négligeable.

- Prier le destinataire de s'associer dans cet esprit à la lutte menée par les associations d'environnement, et d'œuvrer lui-même dans son domaine à la préservation du patrimoine paysager ■

—vie associative—

NOUS RAPPELONS QUE LA F.F.S.P.N. VOUS PROPOSE D'ENVOYER À TOUTES LES ASSOCIATIONS MEMBRES DE LA FFSPN (SUR LE FICHIER D'ENVOI DE LA "LETTRE DU HÉRISSON") TOUT DOCUMENT QUE VOUS PRODUISEZ.

EN 1985 CES ENVOIS AURONT LIEU AUX DATES SUIVANTES :

15 MARS

15 JUIN

15 SEPTEMBRE

15 DÉCEMBRE

LES DOCUMENTS QUE VOUS VOULEZ VOIR DIFFUSÉS DOIVENT ÊTRE ENVOYÉS EN 350 EXEMPLAIRES À FFSPN LA CORDERIE ROYALE, BP 263, 17305 ROCHEFORT CÉDEX, AU PLUS TARD UNE SEMAINE AVANT LA DATE D'EXPÉDITION.

CE SERVICE EST EXCLUSIVEMENT RÉSERVÉ AUX ASSOCIATIONS ADHÉRENTES.

L'envoi prévu le 15 décembre 1984 n'a pu être effectué en raison de problèmes liés au centre de Rochefort. Il va être réalisé ces prochains jours.

LA FRAPEC COMMUNIQUE...

..WANTED...AFFICHES...WANTED...AFFICHES..

En 1985, la FRAPEC, Fédération Régionale des Associations de Protection de l'Environnement du Centre, coréaliserà une exposition sur le thème :

L' AFFICHE E T L A NATURE

Cette exposition devrait être une rétrospective de la création d'affiches sur la nature (information, sensibilisation) des années 60 à aujourd'hui. Parallèlement, en fonction de la participation de chaque organisme contacté, la possibilité d'éditer un catalogue de l'ensemble des productions reçues (en partie quadrichromie) sera très rapidement étudiée.

Notre demande de participation s'adresse à tous les organismes dont les objectifs ou les interventions concernent la nature : associations nationales, régionales et locales de protection de la nature et de l'environnement, Délégation Régionales à l'Architecture et à l'Environnement, Conservatoire du Littoral, Office National des Forêts, Office National de la Chasse, Ministère de l'Environnement, Ministère de l'Urbanisme et du Logement, etc...

Si votre association dispose d'affiches sur la nature éditées dans votre région, nous vous demandons de bien vouloir nous adresser avant la fin du mois de Janvier 1985 un exemplaire de chaque affiche et d'effectuer l'envoi dans un tube carton. Seules les affiches roulées et non pliées pourront en effet être utilisées directement soit pour l'exposition éventuellement, soit pour le catalogue.

De plus, nous vous serions reconnaissant de nous faire parvenir en même temps les renseignements suivants :

- adresse de l'organisme éditeur
- année de sortie de l'affiche
- nom de l'artiste, du graphiste ou du(des) photographe(s)
- l'affiche est-elle épuisée ?
- si l'affiche est encore disponible, nous indiquer, le cas échéant, le prix de vente 1985 (l'un des objectifs du catalogue étant de promouvoir la distribution des affiches disponibles des associations).

Avec l'espoir de compter sur votre entière collaboration dans des délais très rapides..

Très cordialement,
La FRAPEC

FRAPEC, 11 rue des Trois Clés, 45000 ORLEANS
Tel : (38) 53.06.14.

PLAN DE SAUVEGARDE DE L'AIGLE DE BONELLI

La population d'Aigles de Bonelli en France a atteint un seuil critique : environ 35 couples se sont reproduits en 1984 donnant 21 jeunes à l'envol. Il y a 15 ans seulement 84 couples nicheurs étaient connus sur le pourtour méditerranéen français.

Pour tenter d'enrayer ce déclin le FIR, le CROP et le GRIVE ont mis au point un plan de sauvegarde à quatre volets : étude, gardiennage, nourrissage et information.

Une demande de financement va être déposée auprès des pouvoirs publics.

Il apparaît déjà que le principal facteur limitant sera la disponibilité en observateurs.

En effet, au vu des résultats des années précédentes, il devient indispensable pour certains couples de débiter les observations dès la ponte qui intervient souvent dans la première quinzaine de février. A cette période les étudiants qui constituent le plus gros des effectifs de bénévoles ne sont pas disponibles.

Les associations de protection de la nature et associations ornithologiques accueillent bien souvent des observateurs de consciences compétents en ornithologie. Nous leur proposons de nous aider d'une manière pratique en consacrant 15 jours durant la période 10 février-15 mars, à la sauvegarde du Bonelli. Le FIR prendra en charge les frais de transports engagés par les volontaires.

Le sauvetage de l'Aigle de Bonelli est l'affaire de tous. Dans 5 ans il sera trop tard.

Les candidatures devront parvenir au FIR. Philippe Dauphin sera le coordinateur de la surveillance pour 1985.

F.I.R. BP:27

92250 LA GARENNE COLOMBES



La Commission Permanente d'Etude et de Protection des Eaux Souterraines et des Cavernes réalisera en 1985, un grand et nouveau film sur la pollution des eaux souterraines pour poursuivre plus efficacement ses campagnes d'information et de sensibilisation.

A l'aide d'exemples précis, ce document évoquera :

- toutes les formes d'agression des aquifères karstiques et des nappes alluviales
- leurs conséquences
- et les remèdes

Pour que ce film ne laisse rien dans l'ombre, merci de bien vouloir nous aider en nous communiquant au plus vite vos idées, suggestions et autres renseignements en retournant la fiche questionnaire. Enfin toute proposition d'aide financière ou autre sera la bienvenue.

Questionnaire à renvoyer à :

CREPESC -film -
3 rue Beauregard
25000 Besançon
Tél. : (81) 88 66 71

- 1/ Problème(s) de pollution grave des eaux souterraines connu(s) :
- 2/ Accident grave ayant eu pour conséquence la pollution des eaux souterraines :
- 3/ Eléments à évoquer absolument dans le film (éventuellement citer les rapports, publications, documents existants) :
- 4/ Problème(s) de pollution aujourd'hui "bien solutionné(s)" :
- 5/ Autres propositions :
- 6/ Lieux à filmer et personnes à interviewer : (élus, scientifiques, protecteurs, médecins, consommateurs, techniciens...)
- 7/ ☐ Je peux aider au tournage et guider une équipe sur le terrain
- 8/ ☐ Je peux donner une interview sur :
- 9/ Mon adresse :
- 10/ Profession : n° de tél.
- 11/ ☐ Je suis adhérent(e) à une association de protection de la nature :

— tourisme — ■■■

OFFICES DE TOURISME-SYNDICATS D'INITIATIVE

Plus de 2000 bureaux en France font de la FNOTS1 (Fédération Nationale des Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiative) un réseau très important et efficace de l'animation touristique.

Une collaboration FNOTS1-FFSPN se met en place dans une démarche analogue à celle de la FRAPNA et du CORA avec leurs Comités Départementaux du Tourisme (cl. : L.H. n°5).

Une première concrétisation de cette initiative concerne l'annuaire (plusieurs milliers de pages) de la FNOTS1 ; pour 1985, la FNOTS1 nous propose :

1. d'y inclure les adresses de nos associations régionales et départementales.
2. d'y écrire des encarts-slogans sur la protection de la nature.

De telles démarches ne sont-elles pas un bon moyen pour obtenir que les activités de loisirs et de tourisme se pratiquent dans le respect des lois du fonctionnement des écosystèmes ?

— europe —

INITIATIVES SUR LES DECHETS

Le 28 juin 1984, à LUXEMBOURG, les dix ministres de l'Environnement, de la CEE, ont adopté une série de contrôle des déchets dangereux dans la communauté. Selon la directive, l'affrètement de déchets dangereux sera soumis à des conditions d'emballage et d'étiquetage précises. Leur trajet sera précisément défini. Le fabricant ou affrètement sera obligé d'informer l'autorité compétente du pays concerné, qui aura un mois pour accuser réception et éventuellement refuser. De même que des détails sur l'itinéraire d'affrètement, les précautions de sécurité, l'identification exacte des déchets et l'identité de l'affrètement, la note doit aussi contenir des détails sur les dispositions contractuelles finales pour le traitement sur les déchets et leur destination. Le coût des opérations sera supporté par le producteur sur le principe d'un ("polluter pays") "pollueur payeur" et il sera aussi responsable du traitement sûr des déchets, bien que les décideurs de la C.E.E. ont jusqu'à 1987 pour en choisir les modalités exactes. Les conditions de la directive s'appliquent aussi aux pays "tiers" hors de la C.E.E..

La directive, qui entrera en application le 1 octobre 1985, intensifiera les contrôles existants concernant le traitement et le stockage des substances dangereuses datant de 1978. Ces conditions imposent un système d'autorisation pour le stockage par l'ensevelissement de 27 substances toxiques parmi lesquelles l'arsenic, le mercure, le plomb, le cyanure, l'amiante, les phénols, les halogènes organiques, les solvants et biocides chlorés. Cela interdit le traitement non contrôlé des déchets. (...)

Dans sa proposition, la commission européenne a demandé aux états membres de faire connaître leurs programmes et possibilités nationales de traitements des déchets. Tous n'ont pas répondu, d'autres sont longs à appliquer la loi.

La directive européenne s'applique à presque tous les types d'activités industrielles impliquant l'utilisation, la production ou le stockage de produits chimiques, telles que l'hydrolyse, oxydation, polymérisation, la fabrication de pesticides et produits pharmaceutiques, de même le raffinage des gaz et huiles. Elle définit les quantités maximum de certains produits chimiques qui peuvent être stockés et dans quelles conditions. Si ces quantités sont dépassées, le directeur de l'usine doit donner aux autorités des détails précis sur l'usine, les mesures de sécurité et les procédures d'urgence.

Mais éliminer ou stocker des déchets n'est qu'une façon de se débarrasser d'eux. Une alternative possible est le recyclage. La commission prévoit d'intensifier ces efforts pour créer un marché pour les déchets recyclables.

A l'heure actuelle, les dix pays de la communauté produisent deux fois plus de déchets qu'ils ne peuvent en traiter avec sécurité ; un total de près de 2000 millions de tonnes chaque année. La plus grande part, 1400 millions de tonnes, vient des déchets fermiers et animaux. Le recyclage en fertilisants naturels ou la transformation en biogaz pourrait rendre ceci viable.

Le plus grand problème est les 150 millions de tonnes de déchets industriels. Le volume de certains déchets tels que plastique ou verre peut être réduit par des systèmes de récolte, tandis que des techniques existent déjà en Europe pour retrouver et extraire certains métaux lourds, acides et solvants des processus de production. Les experts de la commission estiment que 80% des déchets traités sur terre pourraient être recyclés.

Selon Karl Heinz Narjes, commissaire européen pour l'environnement, les déchets pourraient être une source appréciable de matière première. Ils pourraient à la fois réduire la note d'importation des matières premières et fournir entre 1 et 2 millions d'emplois nouveaux.

C.E.E. : COMPOSITION DE LA NOUVELLE COMMISSION

- . M. Jacques Delors (France) président, chargé des affaires monétaires et de la coordination des fonds structurels
- . M. Lorenzo Natali (Italie) : coopération et développement, et élargissement
- . M. Claude Cheysson (France), politique méditerranéenne et relations Nord-Sud
- . M. Karl Heinz Narjes (RFA) : affaires industrielles, technologie de l'information, recherche et sciences, centre commun de recherche
- . M. Franz Andriessen (Pays-Bas) : agriculture et pêche
- . M. Lord Arthur Cockfield (Grande-Bretagne) marché intérieur, service de l'union douanière, fiscalité et institutions financières
- . M. Alois Pfeiffer (RFA) : affaires économiques, emploi, crédits et investissements, offices statistiques
- . M. Grigoris Varfis (Grèce) : politique régionale, relations avec le Parlement
- . M. Willy de Clercq (Belgique) : relations extérieures et politique commerciale
- . M. Nic Mosar (Luxembourg) : énergie, agence d'approvisionnement EURATOM, et office des publications
- . M. Stanley Clinton Davis (Grande-Bretagne) environnement, protection des consommateurs, sécurité nucléaire, forêts et transports
- . M. Carlo Ripa di Meana (Italie) : questions institutionnelles, problèmes concernant l'Europe des citoyens, politique de l'information, secteur culturel, tourisme
- . M. Henning Christophersen (Danemark) : budget, contrôle financier et personne et administration
- . M. Peter Sutherland (Irlande) : concurrence, affaires sociales, éducation et formation.

COMMENT FAIRE CONNAITRE VOTRE ASSOCIATION

Ce guide propose une série d'informations et de conseils pratiques, concrets, pour vous aider à mieux maîtriser la communication de votre association.

Rédigé avec le concours d'Hervé Collet, il a été conçu par le Crédit Mutuel dans le même esprit que les deux guides pratiques déjà parus :

- Comment créer votre association,
- Comment gérer les comptes de votre association.

Disponible gratuitement dans les 3000 caisses du Crédit Mutuel.

* * *

FORET

Une excellente plaquette sur les pluies acides, ou plus exactement les retombées de la pollution atmosphérique, vient d'être publiée par la CFDT-Forêt Section de Pontarlier.

Vous pouvez vous la procurer en écrivant à :

Jeanine Figard
8 rue des Quatre Vents
Mamirolle 25660 Saone

au tarif suivant : 1 à 5 = 15 F + 5 F de port
5 à 20 = 15 F port compris
21 et + = 12 F port compris

* * *

Le programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) ont publié en commun un document intitulé : "Directives pour la lutte contre la dégradation des sols".

Il est destiné à sensibiliser les publics concernés aux problèmes de la dégradation des sols et à ses conséquences, et à fournir un cadre aux mesures administratives qu'il faut prendre pour y parer.

Ces directives complètent les principes déjà énoncés dans la Charte mondiale des sols et la Politique mondiale des sols, et sont publiées dans l'espoir qu'elles aideront les Etats membres de l'ONU à établir les politiques à long terme qui leur permettent de développer et d'aménager rationnellement leurs ressources en terre.

Ce document peut être consulté à :

FFSPN
57 rue Cuvier
Maison de Chevreul
75005 Paris

ETOURNEAUX

Institut National de Recherche Agronomique (INRA), Association pour la Coordination des Techniques Agricoles (ACTA) et Service de Protection des Végétaux (SPV) viennent de publier les conclusions de la campagne d'actions "Etourneaux" saison 1983-1984, menée en Bretagne, Pays de Loire, Normandie et Seine Maritime (essentiellement destruction de dortoirs).

Ce document peut être consulté à :

FFSPN

57 rue Cuvier

Maison de Chevreul

Paris

stages

* * *

Le Centre d'Enseignement et de Recherche pour la Gestion des Ressources Naturelles et l'Environnement (C.E.R.G.R.E.N.E.) organise un séminaire sur le thème "EAU ET ENVIRONNEMENT"

Voici le programme janvier-février 1985 :

Lundi 21 janvier à 11 heures

M. R. Pochat (CEMAGREF)

"Développements récents en matière hydraulique"

Lundi 28 janvier à 11 heures

M. Margat (B.R.G.M.)

"Les comptes du patrimoine naturel et l'eau. Première approche par le compte des eaux continentales en quantité"

Lundi 4 février à 11 heures

M. G. Dupuy (I.U.P.)

"El cinturón ecológico a Buenos-aires. Reconquête des terrains inondables par l'aménagement d'une décharge contrôlée"

Lundi 18 février à 11 heures

M.B. Tassin (CERGRENE)

"Modélisation hydrodynamique et thermique du lac Léman"

Lundi 25 février à 11 heures

M. Saint-Sernin (Université de Lille)

"La légitimité en matière de décision"

* * *

Dans le cadre des journées d'études programmées par le Département de la Recherche, l'Institut National d'Education Populaire organise en collaboration avec Peuple et Culture une rencontre autour du thème "La représentation du territoire par les expositions" les 25, 26 et 27 février 1985 à Marly-le-Roi.

Cette rencontre aura pour but d'illustrer et de confronter les pratiques d'expositions mises en place pour présenter et valoriser les territoires. Depuis quelques années se multiplient en effet les expositions d'art et traditions populaires, les musées de pays, les présentations de recherches scientifiques concernant tel ou tel aspect d'un territoire.

Public :

- . les associations productrices d'expositions.
- . les professionnels de la conception d'expositions
- . les financeurs d'exposition (élus, administrateurs).
- . les animateurs.
- . les chercheurs sur le médium exposition et son impact social.

Prix + hébergement : 255 F

Renseignements :

I.N.E.P.

11, rue Willy Blumenthal

78160 MARLY LE ROI

Département de la Recherche

Tél. (3) 958.49.11

* * *

La Société pour l'Etude et la Protection de la Nature (SEPNB) organise un congrès à Rennes le 20-21 avril sur le thème : "Gestion des milieux naturels" durant son assemblée générale annuelle.

Il sera question des espaces sacrifiés (agriculture, infrastructure due aux transports, aux constructions, etc...) et des espaces marginalisés ou sacralisés que sont les réserves.

* * *

formation ffspn

stage f.f.s.p.n.

marketing et associations

**du lundi 25
février au
mardi 2 mars
1985**

avec l'aide du Ministère de l'Environnement, de la DRAE de Franche Comté et de l'association DEA.

ce stage

a pour but de développer un certain savoir faire, dont l'objectif est d'améliorer la capacité de l'association à analyser, comprendre et planifier ses activités.

**à cirey-les-
bellevaux
(haute-saône)**

au Centre Régional d'animation, à 20 km de BESANCON, la gare d'accès. Une navette sera organisée entre la gare et le Centre

inscriptions

et renseignements :
Claudine LOUIS
Fédération Française
des Sociétés de Protection de la Nature
57, rue Cuvier
75231 Paris Cédex 05
Tél. 336.79.95

■ Ce stage a pour but de permettre aux associations d'environnement de mieux comprendre que la gestion d'une association se caractérise par la réunion et la mise en oeuvre d'un certain nombre de moyens dont elle doit disposer à chaque instant pour être en mesure d'atteindre la mission qu'elle se propose.

Ces moyens sont essentiellement :

- . son potentiel humain
- . ses ressources financières
- . ses moyens de production
- . son potentiel commercial

Si un équilibre harmonieux n'existe pas entre ces quatre entités, si l'une d'elle est négligée par rapport aux autres, l'ensemble peut être compromis.

■ C'est pourquoi, ce stage a pour objectif de développer un certain savoir-faire, grâce à une méthode adaptée aux associations d'environnement, l'objectif étant d'améliorer la capacité de l'entreprise à analyser, comprendre et planifier ses activités afin de stimuler des stratégies de communication et de créativité avec

- le public
- les acheteurs potentiels
- les subventionneurs
- les medias

■ Ce stage s'adresse à toute association dont l'orientation est axée sur la diffusion, l'animation, l'audio-visuel, l'éducation, ainsi que les campagnes d'actions.

■ Ce stage ne demande aucune formation préalable. Il s'adresse à des personnes ayant une responsabilité dans la gestion et l'animation.

Prix adhérent, DRAE, collectivités : 350,00 F
Autres : 1000,00 F

Inscriptions : C. Louis
FFSPN
57 rue Cuvier
75231 Paris cedex 05

* Dans la plaquette d'information concernant ce stage, il y a une petite erreur. Veuillez bien lire "du lundi 25 février au samedi 2 mars 1985."

■ LE WEEK-END SUR LES TUC, QUI DEVAIT AVOIR LIEU LES 2, 3 FÉVRIER À PARIS, EST REPORTÉ À UNE DATE ULTÉRIEURE.

■ DU LUNDI 11 AU JEUDI 14 MARS 1985 À PARIS
COMPTABILITÉ ET GESTION D'ASSOCIATION
PERFECTIONNEMENT

PRIX ADHÉRENTS, DRAE, COLLECTIVITÉS: 320F
AUTRES : 900F

INSCRIPTIONS : CL. LOUIS FFSPN
57 RUE CUVIER 75231 PARIS CEDEX 05

■ 16 ET 17 MARS - PARIS
ELUS D'ASSOCIATION

- LA GESTION FINANCIÈRE
- LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE
- LES MOYENS DE FINANCEMENT
- LA GESTION DU PERSONNEL
- LA DÉCENTRALISATION : ENJEUX
- LA PARTICIPATION
- RÔLE POLITIQUE DES ASSOCIATIONS
- LE RÔLE DE L'ÉLU ASSOCIATIF/SA RESPONSABILITÉ
- LE C.A.
- LE BUREAU
- LES COMMISSIONS
- LA CONDUITE DE RÉUNION
- L'A.G.

PRIX ADHÉRENT, DRAE, COLLECTIVITÉS : 100F
AUTRES : 300F

NOUVEAU

15 ET 16 FÉVRIER 85
STAGE PLAN D'OCCUPATION DES SOLS

LIEU : CIE ST BONNET DE TRONÇAIS

AVEC LA PARTICIPATION DU C.A.V.E. ET
T. HUBERT ATELIER CENTRAL DE L'ENVIRONNEMENT,
PARTICIPATION DE LA DDE-DDA.

PRIX : 150,00 F

INSCRIPTIONS : CIE PAYS DE TRON
03360 ST BONNET
TÉL. : (70) 06.14.69

23 ET 24 MARS
DECENTRALISATION ET ENVIRONNEMENT

POUR UN DIALOGUE ENTRE LES COLLECTIVITÉS
LOCALES ET LES ASSOCIATIONS.

- LIEU : RÉGION DE LAVAL
- EXPOSÉ TECHNIQUE SUR LES MÉCANISMES DE LA DÉCENTRALISATION (AVANT-APRÈS)
 - LE FONCTIONNEMENT DU DÉPARTEMENT
 - LES DIFFÉRENTES ADMINISTRATIONS
 - ÉTUDE DE CAS CONCRET.

PRIX INDICATIF : 100,00 F

INSCRIPTIONS : MAYENNE NATURE ENVIRONNEMENT
13 IMPASSE DES FLEURISTES
53000 LAVAL

Décès

ACCIDENT DE CHASSE

■ Un chien de chasse a tué accidentellement son maître en bondissant sur le fusil que le chasseur avait laissé chargé à côté de lui sur le siège avant de sa voiture, à Bidon (Ardèche). Louis Mijabel, 47 ans, demeurant à Pont-Saint-Esprit (Gard), était allé chasser le sanglier et s'apprêtait à rentrer au volant de sa voiture lorsque son chien a sauté sur le siège avant. L'animal a mis la patte sur la gâchette, faisant partir le coup qui a atteint le chasseur en pleine tête.

CHARLES HUYET

LE FIGARO - 26.12.84

LE DAUPHINE LIBRE - 31.12.84

Avant les Etats généraux de la chasse en 85

Les chasseurs en colère : « Qu'on nous laisse en paix »

Nous avons reçu de l'Union départementale de défense des chasses traditionnelles de la Drôme un sévère réquisitoire contre les récentes décisions prises à l'échelon européen concernant la pratique de la chasse.

Nous ne soumettons l'essentiel à l'appréciation de nos lecteurs :

« La chasse a bon dos. Elle est sans cesse en accusation dans tous les domaines car il est facile et sécurisant pour la société d'avoir un accusé à la portée de la main, surtout quand celui-ci est voyant.

« Pourtant, un meurtre a été commis dans le Var et un garde de l'O.N.C. a été abattu dans les Ardennes. C'est odieux. Les coupables doivent être punis sévèrement et les chasseurs s'inclinent en silence en respectant la

mémoire des deux victimes. Tout le monde réproche ces actes, comme l'on réproche la guerre, les attentats, les agressions commises chaque jour sur la Planète.

« Cochons, vaches, agneaux, poulets, etc. sont en permanence abattus. Personne ne s'en émeut. « Il faut manger pour vivre ». Personne ne veut aller admirer les abattoirs. Personne ne veut se rendre dans un élevage de poulets où on leur « sort les tripes » alors qu'ils sont encore vivants. Personne ne se déplace dans un élevage de vaches qui en tout et pour tout auront 5 centimètres de chaque côté pour bouger. On n'en parle pas mais on en mange.

« La démocratie aussi a bon dos.

« Organiser un sondage ou même un référendum pour ou contre la chasse et l'opinion publique se prononcera contre.

« Prendre des décrets, plutôt que d'élaborer une loi grâce aux parlementaires va dans le droit fil de ce raisonnement.

« La tentative d'aujourd'hui est d'exécuter la chasse et les chasseurs.

« Pour ne pas rester minoritaires, ils doivent par conséquent trouver des partenaires même s'ils ne partagent pas tout à fait le même point de vue.

« C'est pour cela que l'U.N.D.C.T.F. vient d'alerter tous les parlementaires, souhaite un ministre de la Chasse et organisera courant 85, les Etats généraux de la chasse.

« Y aura-t-il un 2^e 1789 ? L'avenir le dira.

« A ces Etats généraux seront invités : Les fédérations des chasseurs, les associations spécialisées, les représentants des agriculteurs, des métiers de la chasse, du personnel administratif et technique employé dans les fédérations, des collectivités locales, les parlementaires de la Commission Chasse à l'Assemblée nationale et au Sénat, l'Office national de la Chasse, l'Office national des Forêts, etc.

« Il n'est pas question d'éviter qui que ce soit ».

« L'Union nationale de la défense des chasses traditionnelles françaises, réunie en conseil d'administration élargi aux présidents des syndicats de chasse du littoral languedocien, les 15 et 16 décembre derniers a présenté la motion suivante : « Inquiète des méthodes anti-démocratiques choisies par le ministre, Mme Bouchardeau, pour mettre en place une nouvelle réglementation sur la chasse, sous forme de trains de décrets, sans consultation des parlementaires, voire même d'interdire la chasse par le biais d'une loi non-chasse en certains points du territoire ; constate que malgré les promesses faites en 1981, nos chasses traditionnelles sont de nouveau et entièrement remises en cause par la décision du conseil d'Etat, faisant référence à la directive de Bruxelles non conforme au traité de Rome ; maintient ses revendications légitimes antérieures ; demande l'arrêt immédiat de tous décrets touchant à la chasse à quelque niveau que ce soit ; l'élaboration d'une véritable loi cadre chasse que nous réclamons et qui nous avait été promise pour 1983, notre participation à l'élaboration de cette loi cadre ; dénonce l'atteinte portée aux libertés, aux traditions, aux terroirs ; appelle les chasseurs à une mobilisation générale pour la sauvegarde du droit de chasser ; les parlementaires à refuser un tel état de fait ».

L'accident de chasse d'Avignon : surprenant!

LE MERIDIONAL

NORD VAUCLUSE - 31.12.84

Surprenant et rare, cet accident de chasse qui s'est produit samedi à Avignon (notre édition d'hier) On connaît maintenant avec précision comment Louis Faruya, âgé d'une quarantaine d'années, a été blessé par des

plombs à une jambe entraînant une blessure grave mais ne mettant pas ses jours en danger.

M. Faruya qui chassait en compagnie d'un ami a abattu un lapin. Se précipitant pour le ramasser, il a heurté une motte de

terre entraînant une chute malencontreuse. C'est à ce moment-là que le deuxième coup partait du fusil de chasse, l'atteignant en haut d'une jambe.

Son camarade donnait l'alerte et M. Faruya était secouru très rapidement par les pompiers.

Interdiction

Peut-on chasser en agglomération d'Avignon ? Apparemment pas. Or, l'accident, stupide

certain, s'est produit en pleine ville. M. Faruya et un copain traquaient le gibier dans le secteur de Saint-Chamand-Fontcouverte, tout près du M.I.N. Or, il y a des habitations tout près de là et en matière de chasse, les textes sont formels : interdiction totale de faire feu même s'il y a du gibier.

Ce chasseur avignonnais devra sans doute répondre prochainement de ce délit caractérisé.

LE DAUPHINE LIBRE - 31.12.84

Chasse au sanglier : un mort, un blessé

Un chasseur, M. Bernard Pautou, 32 ans, a tué un de ses compagnons et en a blessé un autre en tirant dans un bosquet, au cours d'une chasse au sanglier, près de Nedde (Haute-Vienne).

La meute avait poussé le gibier dans le bois de Lestrade, près de Nedde. Posté à l'orée du forêt, M. Pautou a vu les branchages d'un bosquet situé à une soixantaine de mètres s'agiter. Convaincu qu'il allait étoffer le tableau de la société de chasse locale, il a visé et tiré.

Son unique balle a tué sur le coup Claude Pichou, 44 ans, menuisier à Nedde, et légèrement blessé un autre chasseur, François Gilliard, 38 ans, tueur aux abattoirs d'Eymoutiers.

ACCIDENT DE CHASSE

Un mort et un blessé

Un chasseur, Bernard Pautou, trente-deux ans, a tué un de ses compagnons et en a blessé un autre en tirant dans un bosquet, samedi, au cours d'une chasse au sanglier, près de Nedde (Haute-Vienne).

Posté à l'orée de la forêt, M. Pautou a vu les branchages d'un bosquet situé à une soixantaine de mètres s'agiter. Il a visé et tiré.

Son unique balle a tué sur le coup Claude Pichou, quarante-quatre ans, menuisier à Nedde, et légèrement blessé un autre chasseur, François Gilliard, trente-huit ans, tueur aux abattoirs d'Eymoutiers.

LE MATIN - 31.12.84

Accident de chasse : un garçon de 11 ans grièvement blessé

Hier, vers 15 h, M. Jean Salaün, 65 ans, retraité, demeurant au bourg de Kernouës, près de Lesneven, chassait aux environs de Kergoff en cette commune, à quelque trois cents mètres des maisons de ses compagnons de chasse, les trois frères Morvan et de leur neveu Mickaël Sénant, 11 ans. Il venait de ramasser le lapin qu'il avait tué et de recharger son arme

quand un coup partit et atteignit en plein visage le jeune Mickaël qui se trouvait à une dizaine de mètres.

Le garçon a été transporté à la clinique Sainte-Anne de Lesneven par l'ambulance des pompiers, puis, toujours dans le coma, à l'hôpital Morvan de Brest par l'ambulance du SAMU.

Dans notre édition de lundi, nous relatons un accident de chasse survenu dimanche aux environs de Kergoff, sur la commune de Lesneven. Un enfant de 11 ans, Mickaël Sénant,

avait été grièvement blessé par un coup de feu parti accidentellement.

Le jeune garçon est décédé hier matin des suites de ses blessures à l'hôpital de Brest.

Accident de chasse de Lesneven : l'enfant est décédé

GUEST FRANCE FINISTERE - NOV. 84

—inute.....dernière minute.....deri—

EN VENTE A LA FFSPN (STOCK LIMITÉ)

Le recueil officiel des textes législatifs et réglementaires sur le remembrement.

Brochure du journal officiel n°1449

RECUEIL DES TEXTES RELATIFS AU REMEMBREMENT RURAL

A nos bureaux : 25,00 F

Par correspondance (à Paris): 37,00 F

A COMMANDER DE SUITE !

LE N° 15 DE LA LETTRE DU HERISSON VOUS EST PARVENUE EN RETARD. UNE PANNE TECHNIQUE DANS L'IMPRIMERIE A RENDU IMPOSSIBLE SON IMPRESSION DANS LES DELAIS PREVUS. VEUILLEZ NOUS EN EXCUSER.



NATURE EN RESERVES : NATURE EN CONSERVE ?

LES JOURNALISTES - ECRIVAINS
POUR LA NATURE ET L'ÉCOLOGIE

Poursuivant leur réflexion active sur l'existence et la gestion des espaces protégés, les JNE et la Filière écologie de l'Université de Paris VIII (avec le concours de la FFSPN et de la LPO) organisent les vendredi 1er et samedi 2 février dans les locaux de Paris VIII un colloque sur les réserves naturelles destiné à compléter le travail déjà effectué conjointement en 1983 sur les parcs nationaux.

Ce colloque devrait permettre de définir avec qui, contre qui et pour qui on peut ou on doit créer des réserves naturelles : ce qui conduira notamment à se demander si, en matière de réserves, il existe un modèle français...

Ce colloque "Nature en réserves : nature en conserve?" vise aussi à mettre en présence, avec toutes leurs contradictions, tous les acteurs et gestionnaires des réserves naturelles ou des espaces assimilés à ce statut ou à cette fonction.

Renseignements pratiques :

- entrée libre
- . projection de films sur les réserves
- . le colloque se déroulera à Paris VIII.
- . Restauration rapide possible sur place

Tous ceux qui nous retourneront le bulletin de participation recevront avec le colloque un programme détaillé, un plan d'accès à l'université, des précisions sur la façon de participer au compte rendu qui sera publié avant l'été et se verront réserver un dossier technique sur les réserves à l'entrée du colloque.

Madame, Mademoiselle ou Monsieur.....

Adresse

participera au colloque : le vendredi 1er et/ou le samedi 2 février

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Décret n° 84-1191 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation des services extérieurs du ministère de l'agriculture

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et du budget, du ministre de l'intérieur et de la décentralisation et du ministre de l'agriculture,

Vu le décret n° 60-516 du 2 juin 1960 modifié portant harmonisation des circonscriptions administratives, modifié notamment par le décret du 27 septembre 1982 ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des commissaires de la République et à l'action des services et des organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu le décret n° 82-390 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des commissaires de la République de région, à l'action des services et des organismes publics de l'Etat dans la région et aux décisions de l'Etat en matière d'investissement public ;

Vu l'avis du comité technique paritaire du ministère de l'agriculture en date du 27 septembre 1984 et du 5 octobre 1984 ;

Vu l'avis du comité interministériel de l'administration territoriale en date du 25 octobre 1984 ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat (section des travaux publics),

Décrète :

Art. 1^{er}. — Les services extérieurs du ministère de l'agriculture comportent des directions régionales et départementales.

Les directions régionales de l'agriculture et de la forêt ont pour ressorts territoriaux les circonscriptions d'action régionale définies à l'annexe I du décret n° 60-516 du 2 juin 1960 susvisé. Elles regroupent les services dont la compétence et les missions s'exercent dans plusieurs départements.

Les directions départementales de l'agriculture et de la forêt regroupent les services dont la compétence et les missions s'exercent à l'intérieur du département.

Art. 2. — Sont abrogées toutes dispositions contraires, et notamment le décret n° 46-2612 du 7 octobre 1946 relatif à l'organisation des services extérieurs de protection des végétaux, l'annexe II du décret n° 60-516 du 2 juin 1960 en ce qui concerne le ressort territorial des conservateurs des eaux et forêts, des ingénieurs généraux du génie rural et ingénieurs généraux de l'agriculture, des ingénieurs généraux des eaux et forêts, le décret n° 66-651 du 24 août 1966 relatif au ressort territorial des services de la protection des végétaux, le décret n° 71-877 du 7 octobre 1971 relatif à l'harmonisation des circonscriptions des haras avec les circonscriptions d'action régionale, le décret n° 71-1146 du 12 octobre 1977 portant organisation des services extérieurs du travail et de la protection sociale agricoles et le décret n° 81-1223 du 31 décembre 1981 relatif au ressort territorial des directions régionales du travail et de la protection sociale agricoles.

Art. 3. — Le présent décret n'est pas applicable dans les départements d'outre-mer.

Art. 4. — Le ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre de l'intérieur et de la décentralisation et le ministre de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 28 décembre 1984.

LAURENT FABUS

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'agriculture,

MICHEL ROCARD

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,

PIERRE BERGGOVY

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation,

PIERRE JOXE

- d'animer dans la région le développement agricole et la recherche appliquée à l'agriculture ;

- de suivre et coordonner l'action des établissements publics et organismes placés sous la tutelle du ministère de l'agriculture, pour ce qui concerne leurs actions spécifiques dans la région ;

- de participer à l'élaboration et au suivi des actions conduites dans le cadre de la décentralisation et de la contractualisation du Plan ;

- d'assurer l'aménagement du territoire, de développement économique et social ;

- de participer aux travaux des commissions présidées par le commissaire de la République de région ;

- de coordonner l'action des services départementaux du ministère de l'agriculture auxquels il apporte son appui technique, sous l'autorité des commissaires de la République et dans le respect des compétences qui leur sont dévolues par le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 susvisé.

Art. 2. — Avec l'accord des ministres intéressés, et en tant que de besoin par arrêtés interministériels, le directeur régional de l'agriculture et de la forêt peut être chargé d'exercer, sous l'autorité du commissaire de la République de région, des missions relevant d'autres départements ministériels.

Art. 3. — Le directeur régional de l'agriculture et de la forêt exerce sous l'autorité du ministre de l'agriculture :

- les missions relatives au contenu et à l'organisation de l'action éducative ainsi qu'à la gestion des personnels et des établissements qui y concourent, dans le domaine de l'enseignement agricole ;

- les missions relatives aux modalités d'établissement des statistiques agricoles ;

- les missions de caractère juridictionnel confiées par le code forestier à l'administration chargée de la forêt.

Art. 4. — Le directeur régional de l'agriculture et de la forêt est le chef des services du ministère de l'agriculture régionaux en application des dispositions du décret n° 84-1191 du 28 décembre 1984 susvisé.

La direction régionale de l'agriculture et de la forêt comprend un service d'administration générale chargé notamment de :

- la gestion des moyens de la direction régionale de l'agriculture et de la forêt et l'animation des actions liées à l'équipement et à la modernisation des services ;

- la mise en œuvre des mesures usuelles de gestion administrative des personnels des services extérieurs et des établissements de l'enseignement public agricole dans la région ;

- l'information des agents en matière de droits, de formation et d'action sociale ;

- le suivi régulier de la formation professionnelle et continue ;

- l'accueil du public.

Art. 5. — Le directeur régional de l'agriculture et de la forêt est assisté par des chefs de services plus particulièrement chargés d'exercer les missions relatives à :

1^o L'économie agricole régionale, avec notamment :

- le suivi permanent et l'évaluation des productions et des systèmes de production, des marchés, du tissu régional des industries agricoles et alimentaires ;

- la mise en œuvre et le contrôle de l'application des différentes mesures et formes d'intervention publique qui concourent à l'orientation, au développement ou au soutien des productions, à l'amélioration des structures de production, à l'organisation économique des productions, au développement du secteur des industries agricoles et alimentaires, à la promotion de la qualité des produits agricoles et alimentaires, à l'amélioration de la santé animale ;

2^o L'élaboration et le suivi de programmes d'actions concertées entre l'Etat et les collectivités territoriales pour le développement de l'économie agricole de la région.

3^o La formation et le développement, avec notamment :

- l'évaluation des besoins et des flux des différentes filières de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles dans la région, en liaison avec les instances et autorités compétentes au niveau régional pour établir le schéma prévisionnel des formations, le programme prévisionnel des investissements, pour arrêter la liste annuelle des opérations de construction ou d'extension des établissements de l'enseignement public agricole, telles qu'elles sont définies par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et par la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 susvisées.

- l'animation, l'orientation et la coordination des activités de formation et d'enseignement et l'organisation des examens qui font l'objet d'une procédure décentralisée au niveau régional ;

- l'animation de programmes régionaux concertés de développement agricole et de recherche appliquée à l'agriculture ;

- l'élaboration et le suivi d'actions concertées au niveau régional pour l'aménagement de l'espace rural et l'animation du milieu rural.

3^o La forêt et le bois, avec notamment :

- l'élaboration et le suivi de l'application d'orientations forestières régionales concernant les différents usages de la forêt, la production de bois et l'animation de la filière ainsi que le conseil technique auprès du Centre régional de la propriété forestière ;

- la mise en œuvre et le contrôle de l'application des différentes mesures et formes d'intervention publique qui concourent à la protection, l'aménagement et la valorisation du patrimoine forestier, à la mobilisation des produits, au développement des industries de première et de deuxième transformation du bois ;

- la recherche et la constatation des infractions relatives à la police forestière.

4^o L'aménagement des eaux, avec notamment :

- l'inventaire permanent des ressources en eau, l'animation d'actions qui concourent à l'amélioration de la qualité des eaux et à l'adéquation de la ressource aux besoins ;

- l'élaboration et l'animation de programmes d'actions concertées au niveau régional pour l'aménagement des rivières et des bassins à dominante d'espace rural et de la ressource en eaux souterraines ;

- l'établissement de la diffusion de références techniques relatives aux usages agricoles de l'eau.

5^o La protection des végétaux, avec notamment :

- la mise en œuvre des mesures réglementaires de surveillance et de protection phytosanitaire ;

- l'animation d'actions qui concourent à l'amélioration de la salubrité des produits végétaux et à la valorisation de leur qualité ;

- la diffusion des connaissances en matière de protection des végétaux.

6^o Les statistiques agricoles avec notamment l'établissement et la diffusion des statistiques agricoles pour la mise en œuvre du programme d'enquêtes publiques établi par le conseil national de l'information et pour la satisfaction des besoins régionaux en informations chiffrées.

7^o La politique sociale agricole, avec notamment :

- l'application du droit du travail pour les professions visées à l'article 1144 du code rural ;

- l'application de la législation de protection sociale agricole avec la tutelle exercée sur les caisses de la mutualité sociale agricole et le contrôle des organismes sociaux ;

- la connaissance des problèmes d'adaptation des conditions de travail du salariat agricole.

8^o Les haras, avec notamment :

- l'organisation et le développement de la production de viande chevaline ;

- la conservation et l'amélioration du patrimoine génétique chevalin.

Art. 6. — Le directeur régional de l'agriculture et de la forêt détermine, après avis des instances consultatives compétentes, l'organisation des services et la répartition des moyens en fonction des missions dévolues à chaque service.

Art. 7. — Le directeur régional de l'agriculture et de la forêt est désigné par arrêté du ministre de l'agriculture parmi les fonctionnaires exerçant des fonctions au ministère de l'agriculture et remplissant les conditions requises pour accéder aux grades d'ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts, d'ingénieur général d'agronomie, de contrôleur général des services, d'inspecteur général de l'agriculture, de services remplissant les conditions requises pour accéder à l'emploi de sous-directeur ou chef de service, en ce qui concerne les administrateurs civils, telles que ces différentes conditions sont définies par les statuts particuliers des corps correspondants.

Art. 8. — Le chef du service de la direction régionale de l'agriculture et de la forêt chargé de la mise en œuvre de la politique sociale agricole est un directeur du travail ayant au moins rang de directeur du travail de 1^{re} classe. Ce service comprend notamment des fonctionnaires du corps interministériel de l'inspection du travail placés sous l'autorité du ministre

Sous l'autorité du ministre chargé de l'environnement, les missions de caractère juridictionnel confiées à l'autorité administrative chargée de la pêche en eau douce, de la police et de la gestion des eaux ainsi que les missions concernant la chasse.

Art. 4. — Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt est le chef des services du département de l'agriculture et de la forêt, regroupés dans chaque département en application des dispositions du décret n° 84-1191 du 28 décembre 1964 susvisé.

La direction départementale de l'agriculture et de la forêt comprend un service d'administration générale chargé notamment de :

- la gestion des moyens de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt et l'animation des actions liées à l'équipement et à la modernisation des services ;
- l'information des agents en matière de droit, de formation et d'action sociale ;
- le suivi régulier de la formation professionnelle et continue ;
- l'accueil du public.

Art. 5. — Les missions de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt ont trait à :

- 1° L'économie agricole et agro-alimentaire départementale, avec notamment :
 - la connaissance de l'économie des exploitations, des systèmes de production et des filières de commercialisation et de transformation des produits ;
 - l'orientation des programmes de maîtrise de l'eau ainsi que des programmes d'équipement des exploitations agricoles ;
 - l'exercice des attributions du service de l'Etat dans les procédures d'aménagement foncier prévues par le code rural ;
 - la mise en œuvre de la politique de crédit des formes d'aides publiques qui concourent à l'installation de jeunes agriculteurs, au développement des exploitations, à l'amélioration des structures de production et des conditions de mise en marché des produits.

2° Le développement agricole et rural, avec notamment :

- l'orientation de programmes départementaux concertés de développement agricole, de démonstration, d'expérimentation et de diffusion des techniques nouvelles ;
- la coordination de ces programmes avec les actions qui concourent à l'amélioration de la mise en marché des produits, au développement des industries agricoles et alimentaires et à leur insertion dans le milieu rural et le monde rural ;
- la coordination de l'action des services administratifs et des établissements publics locaux d'enseignement technique agricole pour la mise en œuvre des missions définies à l'article 2 de la loi du 9 juillet 1964 susvisée.

3° L'aménagement rural et le développement local, avec notamment :

- l'exercice des attributions du service de l'Etat associé à l'élaboration et à l'application de documents de développement et d'aménagement, notamment les chartes intercommunales de développement et d'aménagement et des documents d'urbanisme, en particulier ceux qui font intervenir des procédures d'aménagement foncier agricole et rural définies par le code rural ;
- les concours aux collectivités locales pour l'exercice de leurs compétences en matière de développement et d'aménagement, notamment dans le cadre d'une coopération intercommunale ainsi qu'en matière d'urbanisme, d'environnement et d'action culturelle ;
- l'appui technique aux collectivités locales pour l'exercice de leurs compétences en matière d'équipement et de gestion de services publics ;
- l'appui technique aux organismes divers et établissements publics de développement et d'équipement.

4° La forêt et le bois, avec notamment :

- la mise en œuvre des différentes formes d'interventions publiques qui concourent à la sauvegarde et à la mise en valeur de l'espace forestier, à l'amélioration des structures de la production forestière et à la mobilisation de ses produits ;
- l'animation d'actions qui concourent au développement du réseau local des industries du bois ;
- la recherche et la constatation des infractions relatives à la police forestière.

5° L'eau et l'environnement, avec notamment :

- la protection de la nature ;
- la gestion et l'aménagement des eaux ;
- la lutte contre les pollutions et les nuisances ;
- l'organisation et l'exercice de la chasse et de la pêche ;
- la maîtrise de l'eau et la satisfaction des besoins agricoles.

6° L'alimentation, l'hygiène alimentaire, la santé et la protection animales, la protection des végétaux, avec notamment :

- la promotion des techniques de production et de conservation favorables à la qualité des produits agricoles alimentaires ;
- l'inspection sanitaire et qualitative des animaux et des végétaux ou de leurs produits destinés à la consommation et le contrôle de l'hygiène, de l'abattage et de la conservation des denrées d'origine animale ;
- la mise en œuvre des mesures de lutte contre les maladies des animaux et les ennemis des cultures qui sont du ressort de l'Etat en application du code rural ;
- la diffusion des connaissances en matière d'hygiène et de protection sanitaire des animaux ainsi que celles relatives à la protection sanitaire des végétaux ;
- l'appui technique aux collectivités locales pour l'exercice de leurs compétences en matière de santé et de protection animales et d'hygiène alimentaire.

7° La politique sociale agricole, avec notamment l'application de la législation de protection sociale agricole et la connaissance des problèmes d'emploi de la main-d'œuvre agricole.

8° Les statistiques agricoles, avec notamment l'établissement et la diffusion des statistiques agricoles pour la mise en œuvre du programme d'enquêtes publiques établi par le Conseil national d'information statistique et pour la satisfaction des besoins locaux en informations chiffrées.

Art. 6. — Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt détermine, après avis des instances consultatives compétentes, l'organisation des services et la répartition des missions et des moyens entre les services.

Art. 7. — Les conditions de nomination et d'avancement des directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt sont celles fixées par les dispositions du décret n° 76-1013 du 4 novembre 1976 susvisé.

Art. 8. — Le chef du service de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt chargé de la mise en œuvre de la politique sociale agricole est un directeur du travail ou un inspecteur du travail.

Ce service comprend notamment des fonctionnaires du corps interministériel du travail placés sous l'autorité du ministre de l'agriculture dans les conditions fixées par le décret n° 75-273 du 21 avril 1975 susvisé et des fonctionnaires du corps des contrôleurs des lois sociales en agriculture.

Les dispositions de la convention internationale du travail n° 129 concernant l'inspection du travail qui exercent des missions d'inspection et de contrôle de la législation du travail, missions qui ne relèvent pas des pouvoirs du commissaire de la République de département et des compétences du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt.

Art. 9. — Le chef de service chargé de l'alimentation, l'hygiène alimentaire, la santé et la protection des animaux est un vétérinaire inspecteur qui porte le titre de directeur des services vétérinaires et exerce, sous l'autorité directe du commissaire de la République, les attributions de police sanitaire et de protection des animaux, de contrôle et d'inspection des denrées alimentaires en application du code rural, et notamment les missions des articles 238 et 239.

Il a vocation, avec les vétérinaires inspecteurs du service à assurer, sous l'autorité directe du commissaire de la République, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les services vétérinaires de Paris sont placés sous l'autorité directe du préfet de police qui exerce les attributions sanitaires relatives à la police sanitaire des animaux, au contrôle et à l'inspection des denrées alimentaires en application du décret n° 70-415 du 8 mai 1970 susvisé.

Art. 10. — Est abrogé le décret n° 65-224 du 26 mars 1965 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture.

Art. 11. — Le ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le ministre de l'agriculture, le ministre de l'environnement, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la formation publique et des simplifications administratives, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 décembre 1964.

LAURENT FABUS

de l'agriculture dans les conditions fixées par le décret n° 75-273 du 21 avril 1975 susvisé ainsi que des fonctionnaires du corps des contrôleurs des lois sociales en agriculture.

Les dispositions de la convention internationale du travail n° 129 concernant l'inspection du travail dans l'agriculture s'appliquent aux personnels de ce service qui exercent des missions d'inspection et de contrôle de la législation du travail, missions qui ne relèvent pas des pouvoirs du commissaire de la République de région et des compétences du directeur régional de l'agriculture et de la forêt.

Art. 9. — Le service de la direction régionale de l'agriculture et de la forêt chargé de l'aménagement des eaux est mis à la disposition du ministre de l'environnement pour exercer, sous l'autorité du commissaire de la République de région, les missions définies à l'article 1^{er} (alinéa 2) du décret n° 81-481 du 8 mai 1981 susvisé. Sous réserve des dispositions particulières à l'Île-de-France, le chef de ce service exerce, dans les mêmes conditions, les fonctions de secrétaire général du comité technique de l'eau.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par arrêté du ministre de l'environnement et du ministre de l'agriculture.

Art. 10. — Le ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le ministre de l'agriculture, le ministre de l'environnement, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la formation publique et des simplifications administratives, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 décembre 1964.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'agriculture,
MICHEL Rocard

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,
PIERRE BERECQOY

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation,
PIERRE JOXE

Le ministre de l'environnement,
HUGUETTE BOUCHARDEAU

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,
chargé de la fonction publique
et des simplifications administratives,
JEAN LE GARREC

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie,
des finances et du budget,
chargé du budget et de la consommation,
HENRI EMANUEL

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture,
chargé du budget et de la forêt

Le Premier ministre,
Sur le rapport du ministre de l'agriculture,
Vu le code rural ;
Vu le décret n° 51-711 du 7 juin 1951 modifié sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques et les textes pris pour son application ;
Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'information, aux fichiers et aux libertés ;
Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
Vu la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant réorganisation de l'enseignement agricole public ;
Vu le décret n° 57-178 du 15 février 1957 portant réorganisation de la statistique agricole et les textes pris pour son application ;
Vu le décret n° 66-744 du 4 octobre 1966 relatif au financement et à la mise en œuvre des programmes de développement agricole.

Vu le décret n° 67-295 du 31 mars 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application des articles 238, 239 et 262 du code rural et relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection sanitaire et qualitative des animaux vivants et denrées animales ou d'origine animale ;

Vu le décret n° 70-415 du 8 mai 1970 relatif à l'organisation sanitaire dans la ville de Paris et dans les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne ;

Vu le décret n° 70-874 du 16 septembre 1970 relatif au statut particulier des contrôleurs des lois sociales en agriculture ;

Vu le décret n° 74-456 du 15 mai 1974 portant publication de la convention internationale du travail n° 129 concernant l'inspection du travail dans l'agriculture, adoptée par la conférence internationale du travail du 25 juin 1959 ;

Vu le décret n° 75-273 du 21 avril 1975 portant statut particulier de l'inspection du travail ;

Vu le décret n° 76-487 du 2 juin 1976 modifié portant organisation du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret n° 76-1013 du 4 novembre 1976 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans l'emploi de directeur départemental de l'agriculture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des commissaires de la République et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu le décret n° 84-1191 du 28 décembre 1984 fixant le ressort territorial des services extérieurs du ministère de l'agriculture ;

Vu l'avis du comité technique paritaire du ministère de l'agriculture en date du 5 octobre 1984 ;

Vu l'avis du comité interministériel de l'administration territoriale en date du 25 octobre 1984.

Décreté :

- l'économie agricole, l'exploitation agricole, l'organisation de la production et des marchés agricoles ;
- le développement agricole et rural et ses liens avec les actions de formation ;
- les industries agricoles et alimentaires ;
- l'aménagement rural et le développement local ;
- les équipements collectifs et l'hydraulique agricole ;
- la forêt et le bois ;
- l'alimentation et l'hygiène alimentaire ;
- la santé et la protection animales et végétales ;
- la politique sociale agricole, sous réserve des dispositions de l'article 7.

Il a la charge, pour l'ensemble de ses attributions, d'évaluer l'efficacité des actions entreprises et de les adapter aux spécificités locales.

Il suit l'action dans le département des établissements publics et organismes placés sous la tutelle du ministre de l'agriculture et veille à la cohérence de leurs interventions avec l'orientation générale de la politique agricole, forestière et rurale. Il apporte l'appui technique de ses services aux collectivités territoriales qui en font la demande pour l'exercice de leurs compétences et, en tant que de besoin, à d'autres organismes.

Art. 2. — Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture fixe, en tant que de besoin, les conditions dans lesquelles le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt peut être chargé, sous l'autorité du commissaire de la République de département, de l'exercice des missions se rattachant à la protection de la faune, de la flore et des milieux naturels, à la qualité de l'environnement, à la police et à la gestion des eaux, à la prévention, à la réduction et à la suppression des pollutions et des nuisances et à l'inspection des établissements classés pour la protection de l'environnement.

A la demande des ministres intéressés et après accord du ministre de l'agriculture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt peut être chargé d'exercer, sous l'autorité du commissaire de la République de département, des missions relevant d'autres départements ministériels.

Art. 3. — Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt exerce :

Sous l'autorité du ministre de l'agriculture, les missions relatives à l'établissement des statistiques agricoles ;